

BANQUE CENTRALE DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

**BULLETIN DES STATISTIQUES MONETAIRES, FINANCIERES ET DE
BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE – 2016**

Conakry, Avril 2017

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
Environnement économique international en 2016	7
Environnement économique national en 2016	9
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2016	11
I- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2016	11
I-1- <i>Masse monétaire et composantes</i>	11
I-2- <i>Contreparties de la masse monétaire</i>	15
II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières	22
II-1- <i>Présentation du système financier guinéen</i>	22
II-2- <i>Cadre réglementaire et procédures</i>	26
II-3- <i>Principes comptables applicables aux statistiques monétaires</i>	26
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2016	28
I. Évolution des principaux indicateurs en 2016	28
I-1- <i>Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles</i>	28
I-2- <i>Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)</i>	31
I-3- <i>Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance</i>	33
II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	36
II-1- <i>Cadre réglementaire et institutionnel</i>	37
II-2- <i>Résultats attendus du programme</i>	37
TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2016.....	39
II- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2016	39
II-1- <i>Compte des transactions courantes et de ses composantes</i>	39
II-2- <i>Compte de capital</i>	48
II-3- <i>Compte d'opérations financières</i>	49
II-4- <i>Solde global</i>	50
II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements.....	54
II-1- <i>Cadre institutionnel et réglementaire</i>	54
II-2- <i>Conventions d'enregistrement des transactions</i>	56

<i>II-3- Sources des données</i>	57
CONCLUSION	60
ANNEXES.....	62

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAMIF : Agence Nationale de la Microfinance

APIMG : Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée

BCE : Banque Centrale Européenne

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée

BDP : Balance Des Paiements

BTP : Bâtiment Travaux Public

BDT : Bons du Trésor

CAF : Coût Assurance Fret

CCT : Crédits à Court Terme

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CF : Circulation Fiduciaire

CITI : Classification Internationale Type, par Industrie

CMLT : Crédits à Moyen et Long Termes

CTHBP : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements

DAT : Dépôts à terme

DAV : Dépôts à vue

DCH : Direction des Changes

DD : Dépôts en Devises

DGCC : Direction Générale du Crédit et des Changes

DGD : Direction Générale des Douanes

DGEEM : Direction Générale des Études Économiques et Monétaires

DGES : Direction Générale des Études et des Statistiques

DGNF : Dépôts en francs guinéens

DNP : Direction Nationale du Plan

DPMC : Direction de la Politique Monétaire et du Crédit

DSA : Direction de la Supervision des Assurances

DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements

DTS : Droits de Tirage Spéciaux

FAB : Franco A Bord

FEC : Facilité Élargie de Crédit

FED : Réserve Fédérale Américaine

FMI : Fonds Monétaire International

GNF : Franc Guinéen

IDE : Investissements Directs Étrangers

IG : Inflation en Glissement

IMF : Institution de Microfinance

INS : Institut National de la Statistique

M2 : Masse monétaire au sens large

MBP6 : Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale

MIC : Marché Interbancaire des Changes

MPCI : Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

MSMF 2000 : Manuel de Statistiques Monétaires et financières, publié en 2000

MSCI : Emerging Markets Index

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB : Produit Intérieur Brut

PNT : Position Nette du Trésor

PPTE : Pays Pauvres Très Endettés

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RE : Réserves Excédentaires

RO : Réserves Obligatoires

RT : Réserves Totales

SDMX: Statistical Data and Metadata eXchange

SNFI : Stratégie Nationale de Finance Inclusive

TD : Taux Directeur

TMCE : Taux Moyen sur les Comptes d'Épargne

TMCT : Taux Moyen sur les Comptes à Terme

TMD : Taux Moyen Débiteur

TMP : Taux Moyen Pondéré

USD : Dollar des États-Unis d'Amérique

INTRODUCTION

Environnement économique international en 2016

Les perspectives de l'économie mondiale du FMI, publiées en janvier 2017, font état d'une croissance mondiale de 3,1 % en 2016 contre 3 % en 2015.

Les données de la conjoncture internationale montrent une consolidation de la croissance aux Etats-Unis à 2% et au Japon à 1,6%, une stagnation à 1,8% dans la zone euro, ainsi qu'un léger ralentissement à 1,9% au Royaume-Uni. Au niveau des principales économies émergentes, la croissance s'est établie à 6,8% en Chine, marquant ainsi sa première hausse depuis le dernier trimestre 2014, et en Russie, le PIB a enregistré sa première hausse après sept trimestres consécutifs de baisse. En revanche, la croissance a légèrement décéléré en Inde à 6,6% et au Brésil où la progression du PIB s'est contractée pour se situer à 2,5% après 2,9% un trimestre auparavant.

Sur le marché du travail, le taux de chômage est passé de 4,7% à 4,5% aux Etats-Unis avec une création de 98 mille emplois. Dans la zone euro, ce taux continue de reculer, se situant globalement à 9,5%. Il s'établit à 18% en Espagne, à 10% en France et à 3,9% en Allemagne.

En 2016, les principaux indices boursiers des pays avancés ont été en hausse. Le DowJones a augmenté de 1,9%, l'Eurostoxx 50 de 4%, le Nikkei 225 de 0,9% et le FTSE 100 de 1,7%.

Concernant les marchés émergents, l'Emerging Markets Index (MSCI) a augmenté de 1,9%, traduisant notamment des accroissements de 2,4% pour la Chine, de 4,2% pour l'Inde et de 1,8% pour la Turquie.

S'agissant des marchés obligataires, le taux de rendement à 10 ans a augmenté de 0,1% à 0,4% pour l'Allemagne, s'est stabilisé à 1% pour la France et à 1,7% pour l'Espagne. Pour les Etats-Unis, ce taux est passé de 2,4% à 2,5%. En ce qui concerne les économies émergentes, le rendement a augmenté de 10,6% à 10,8% pour la Turquie, s'est stabilisé à 3,4% pour la Chine et à 6,8% pour l'Inde et a diminué de 10,3% à 10% pour le Brésil. Quant au crédit bancaire, son rythme annuel a ralenti de 5,9% à 5,4% aux Etats-Unis et de 2,1% à 2% dans la zone euro.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est stabilisé face au dollar et s'est apprécié de 0,4% contre le yen japonais. Pour ce qui est des monnaies des principaux pays émergents, la roupie indienne s'est appréciée de 1,7% face au dollar alors que les monnaies de la Chine, du Brésil et de la Turquie n'ont pas connu de variations significatives.

Sur les marchés mondiaux des matières premières, les prix se sont inscrits en baisse au cours de l'année. Le cours du Brent a diminué de 6,1% en 2016 à 52,7 dollars le baril en moyenne et l'indice Dow Jones-UBS pour les produits hors énergie a reculé de 2,1%. En particulier pour les phosphates et dérivés, le prix du brut est resté inchangé à 98 dollars la tonne.

L'inflation s'est repliée en 2016 de 2,7% à 2,4% aux Etats-Unis et selon une première estimation d'Eurostat, elle est revenue de 2% à 1,5% dans la zone euro.

Perspectives de l'environnement économique international en 2017

La croissance mondiale devrait passer de 3,1 % en 2016 à 3,5 % en 2017 et à 3,6 % en 2018, soit légèrement au-dessus des prévisions à fin octobre 2016 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Mais des obstacles structurels restrictifs continueraient de freiner la reprise, et le solde des aléas qui influent sur la croissance reste orienté à la baisse, surtout à moyen terme. Étant donné la persistance des problèmes structurels, tels qu'une croissance faible de la productivité et des inégalités de revenu prononcées, la pression monte dans les pays avancés pour que soient menées des politiques de repli sur soi.

Cette pression menace l'intégration économique mondiale et l'ordre économique mondial reposant sur la coopération qui ont été bien utiles à l'économie mondiale, surtout aux pays émergents et aux pays en développement. Dans ce contexte, les politiques économiques ont un rôle important à jouer pour éviter les risques de dégradation et assurer la reprise. Sur le front intérieur, il s'agit de :

- ✓ soutenir la demande et de réparer les bilans là où c'est nécessaire et possible;
- ✓ accroître la productivité, l'offre de main-d'oeuvre et l'investissement grâce à des réformes structurelles et à des mesures budgétaires propices à l'offre;
- ✓ moderniser les infrastructures publiques et ;
- ✓ aider les personnes qui ont été déplacées par des transformations structurelles telles que les progrès technologiques et la mondialisation.

Par ailleurs, dans beaucoup de pays, il est nécessaire de mettre en place des stratégies crédibles pour placer la dette publique sur une trajectoire viable. Pour de nombreux pays émergents et pays en développement, il reste essentiel de s'ajuster à la baisse des recettes tirées des produits de base et de s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité financière. Il est nécessaire aussi de relancer l'action multilatérale pour régler des problèmes communs dans une économie mondiale intégrée.

L'activité devrait s'accélérer sensiblement dans les pays émergents et les pays en développement, parce que la situation dans les pays exportateurs de produits de base qui font face à des difficultés macroéconomiques devrait s'améliorer progressivement, grâce au redressement partiel des prix des produits de base, tandis que la croissance devrait rester vigoureuse en Chine et dans beaucoup d'autres pays importateurs de produits de base.

Dans les pays avancés, le redressement s'expliquerait principalement par une accélération de la croissance attendue aux États-Unis, où l'activité a été freinée en 2016 par un ajustement des stocks et la faiblesse de l'investissement.

Au plan des décisions de la politique monétaire, la FED a décidé lors de sa réunion du 15 mars de relever la fourchette cible des taux des fonds fédéraux d'un quart de point de pourcentage à [0,75%-1%] tout en indiquant que l'orientation de sa politique monétaire reste accommodante soutenant ainsi l'amélioration de la situation sur le marché du travail et un retour de l'inflation à 2%. Pour sa part, la BCE a décidé le 9

mars de maintenir son taux directeur à 0%, tout en réitérant que ses taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

Environnement économique national en 2016

La croissance du PIB a atteint 5,2 % en 2016, grâce à la hausse de la production de la bauxite et de l'or, et de la bonne résistance affichée par l'agriculture. Les services et les industries manufacturières continuent en revanche de stagner suite à la maladie à virus Ebola. La conclusion récente d'un programme de facilité élargie de crédit avec le Fonds Monétaire International (FMI) — une première dans l'histoire du pays — pourrait contribuer à une meilleure gestion macroéconomique ainsi qu'au redressement de l'économie.

La situation des finances publiques s'est améliorée en 2016 : le déficit budgétaire, qui s'était creusé à 8,9 % du PIB en 2015, a été ramené à 1,3 % en 2016. Les recettes publiques se sont situées à 19,2 % du PIB en 2016 contre 17,2 % en 2015. Cette amélioration est le fruit des mesures adoptées pour mieux mobiliser les recettes intérieures, conjuguées à une réduction des dépenses publiques. Les autorités ont cependant veillé à préserver les dépenses en faveur des ménages pauvres, comme en témoigne la part accordée à la santé dans le budget de l'État, qui est passée de 2,5 % en 2015 à 5 % en 2016.

S'agissant de la dette publique, la Guinée reste exposée à un risque modéré de surendettement. Le classement « modéré » est basé sur la vulnérabilité du pays aux chocs économiques, les exportations, les investissements étrangers directs, les résultats budgétaires et le retard apporté à la réalisation des projets miniers.

En ce qui concerne l'inflation, elle a atteint 8,7% en décembre 2016 contre une inflation en glissement annuel de 7,3% un an plutôt. Cette contreperformance est liée en partie à la dépréciation du franc guinéen et aux effets de la hausse des prix intérieurs des produits alimentaires intervenue en 2016.

Sur le marché des changes, le franc guinéen s'est déprécié de 13,2% par rapport au dollar en un an. Son cours est passé de GNF 8 003,74 pour un dollar en 2015 à GNF 9 225,31 en 2016 sur le marché officiel. Quant au cours du franc guinéen par rapport à l'euro, il s'est déprécié de 9,3%, passant de GNF 8 744,89 pour un Euro en 2015 à GNF 9 643,22 en 2016.

Afin de contenir la dépréciation du franc guinéen, la Banque Centrale est intervenue sur le marché interbancaire de change en allouant aux banques un montant de USD 6,86 millions en 2016 contre un montant de USD 229,12 millions en 2015, soit une baisse de 97,5%. Cette baisse considérable des interventions de la BCRG est due aux positions extérieures longues de toutes les banques commerciales observées au cours de la période sous revue.

Perspectives de l'environnement économique national en 2017

La croissance économique devrait se situer à 5,6% en 2017. Cette performance serait soutenue par la relance du secteur secondaire qui contribuerait à hauteur de 28,1% à travers le regain d'activité dans le sous-secteur Minier. En effet, ce sous-secteur enregistrerait un accroissement de 13,2% qui s'expliquerait par l'effet des investissements directs étrangers attendus au niveau des nouvelles sociétés minières

Sur le plan des finances publiques, les recettes sont projetées à 19,6% du PIB en hausse de 0,4 point de pourcentage par rapport à 2016. Quant aux dépenses, elles se situeraient à 12,0% du PIB, en contraction de 0,1 point de pourcentage par rapport aux dépenses de 2016.

Le budget dégagerait un solde de base de -2,8% du PIB, soit une amélioration du budget de 1,2 point par rapport à 2016.

Sur le plan fiscal, certaines mesures sont envisagées notamment l'accélération de la mise en place de la fiscalité immobilière et l'élargissement de l'assiette fiscale des impôts sur les télécommunications.

La coordination des politiques budgétaire et monétaire devrait faire reculer légèrement l'inflation, pour atteindre 6,8% en décembre 2017 contre 8,7% en 2016.

Sur le plan monétaire et des changes, la BCRG maintiendra le niveau actuel du taux des réserves obligatoires et s'assurera également que les taux de règlement pour les transactions du marché des changes demeurent à l'intérieur d'une bande de $\pm 2\%$.

S'agissant du compte extérieur, le déficit du compte courant extérieur devrait s'améliorer de 6,4 points de pourcentage pour se situer à -4,3% du PIB permettant un accroissement des réserves internationales de la BCRG pour couvrir au moins trois mois d'importations.

PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES DE LA GUINEE EN 2016

I- Évolution des principaux agrégats monétaires et financiers en 2016

I-1- Masse monétaire et composantes

I.1.a. Masse monétaire et inflation

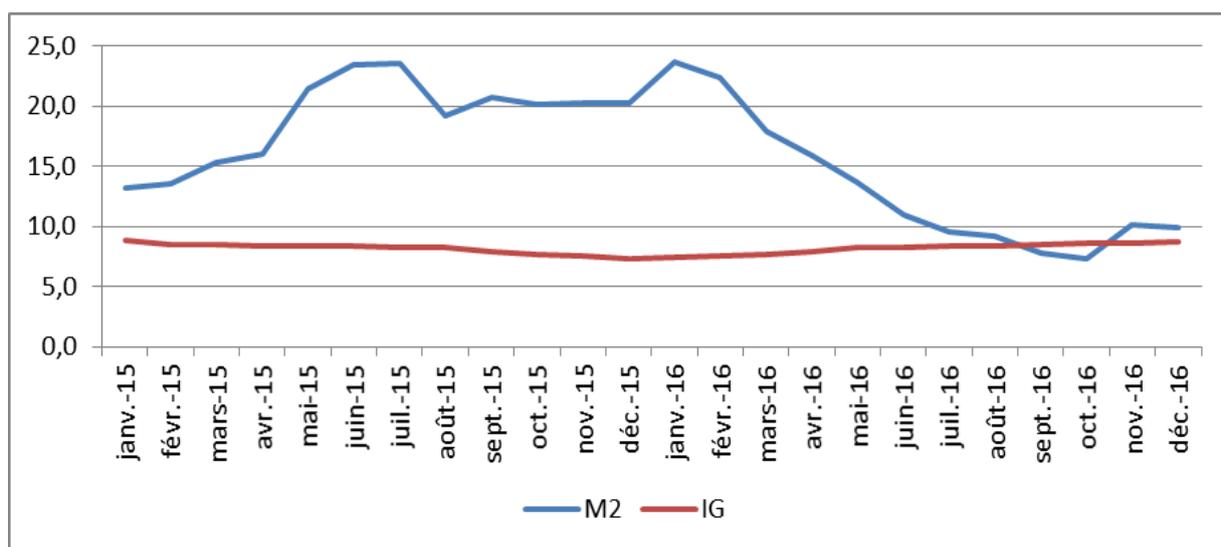
À fin décembre 2016, la masse monétaire se chiffre à GNF 19 394,61 milliards contre GNF 17 644,34 milliards au 31 décembre 2015, soit une hausse de 9,9%. Cette progression résulte d'un accroissement simultané des avoirs extérieurs nets de 74,3% et des avoirs intérieurs nets de 2,6%.

L'inflation en glissement annuel s'établit à 8,7% contre 7,3% en 2015, soit une hausse de 1,4 point de pourcentage. En moyenne annuelle, l'inflation s'est stabilisée au même niveau qu'en 2015 (8,2%) et l'inflation sous-jacente calculée hors produits frais et énergie s'est située à 3,6% contre 4,3% en 2015, soit une baisse de 0,7%.

La hausse des prix au cours de l'année 2016 s'explique par :

- ✓ la forte augmentation des prix des produits alimentaires (riz, farine, sucre etc.) ;
- ✓ la dépréciation de la monnaie nationale par rapport aux principales devises (dollar et euro) et ;
- ✓ l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée passant de 18% à 20% ;

Évolution de l'inflation et de la masse monétaire en glissement annuel

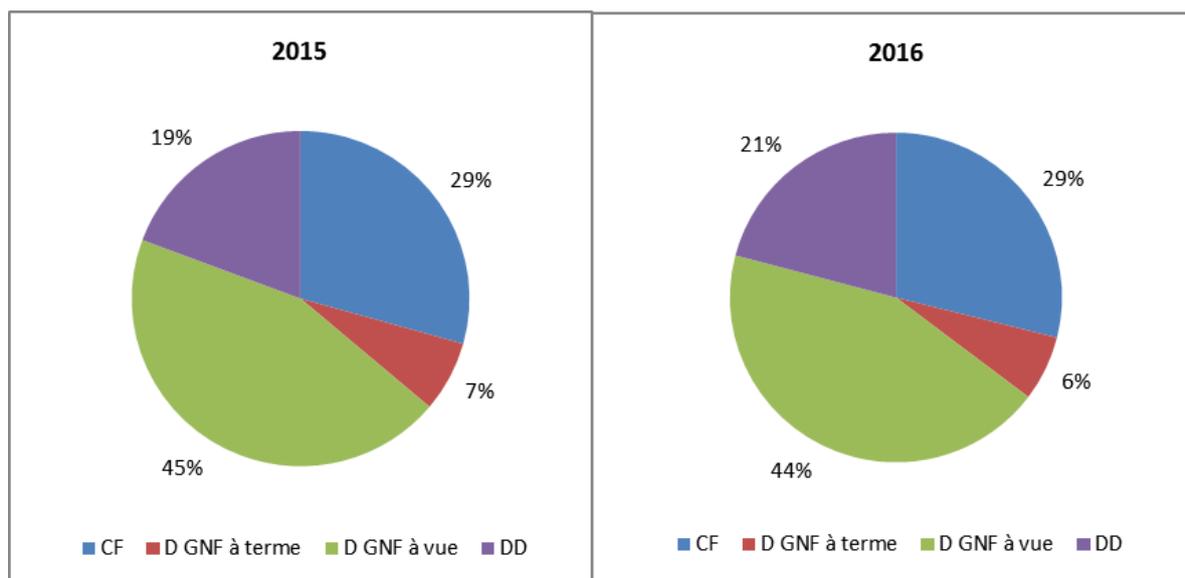


Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/INS

I.1.b. Composantes de la masse monétaire

Au 31 décembre 2016, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts à vue en francs guinéens. En effet, ils représentent 44% contre 45% un an auparavant. Quant aux dépôts en devises, ils représentent 21% de la masse monétaire en décembre 2016, contre 19% à fin 2015. La circulation fiduciaire est pour sa part restée de même sur la période, c'est-à-dire 29% de la masse monétaire.

Graphique : Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



Source : Annexe 3

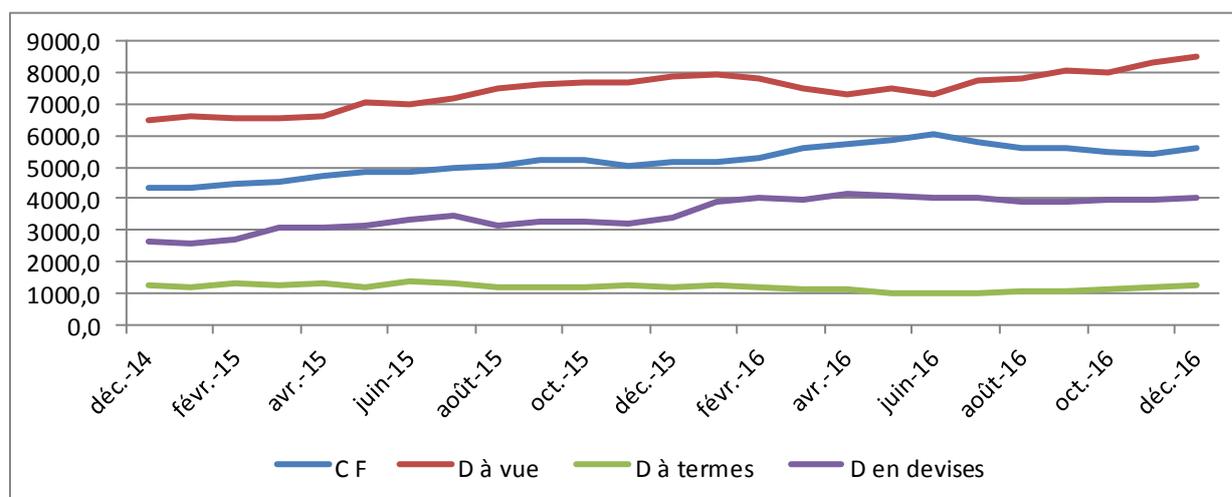
Circulation fiduciaire

À fin décembre 2016, la circulation fiduciaire s'élève à GNF 5 608,03 milliards contre GNF 5 178,03 milliards à fin décembre 2015, soit une hausse de 8,3%. Cet accroissement est imputable en grande partie à la dégradation de la position nette débitrice du Trésor, à la hausse des avoirs en devises et des crédits au secteur privé.

Dépôts en devises et en GNF

Par rapport à décembre 2015, les dépôts en devises et en francs guinéens augmentent respectivement de 18,8% et 7,5%, en raison notamment de la reprise des activités économiques.

Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : Annexe 3

Encadré 1 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire.

En 2016, chaque franc guinéen a circulé en moyenne 3 fois contre 2,9 fois en 2015. Cette évolution traduit un regain de confiance dans l'économie nationale.

Rubriques	Années					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61
PIB nominal en milliards de GNF (2)	34 320,47	42 642,74	47 250,29	50 764,20	50 474,90	58 348,66
Vitesse de circulation de la monnaie (2) / (1)	3,03	3,72	3,62	3,46	2,86	3,01
Taux de liquidité de l'économie (1) / (2)	33%	27%	28%	29%	35%	33%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

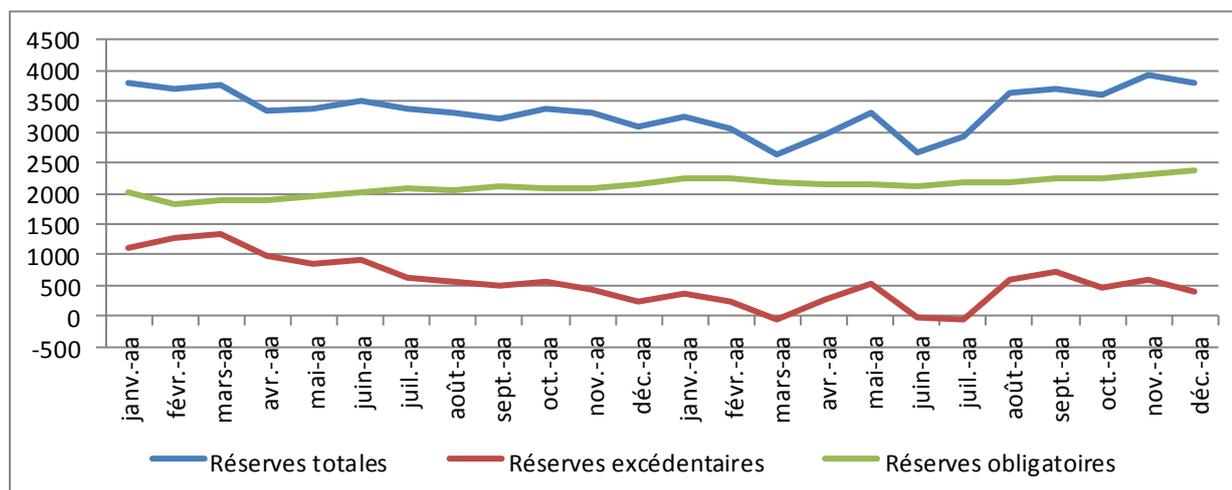
Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie a perdu 2 points de pourcentage pour se situer à 33% en 2016 contre 35% en 2015. Cette baisse est liée notamment au relèvement du taux directeur.

I.1.c. Base monétaire

Comparativement à son niveau de fin décembre 2015, la base monétaire s'est accrue de 15,5% en se situant à GNF 10 096,57 milliards au 31 décembre 2016. Cette hausse s'explique essentiellement par les accroissements de la monnaie en circulation et des réserves des banques, respectivement de 8,3% et de 22,8%.

En effet, les réserves des banques se sont situées à GNF 3 802,37 milliards contre GNF 3 095,87 milliards en 2015, soit une hausse de GNF 706 milliards. Cette évolution est due à la hausse des réserves obligatoires et des réserves excédentaires. Les réserves obligatoires et excédentaires se sont accrues respectivement de 9,2% et 69,8%.

Évolution des réserves des banques (en milliards GNF)



Source : Annexe 7

Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires (suite et fin)

3. Le multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire (de crédit) est la théorie qui explique quel montant de crédit (de masse monétaire) peut être distribué par les banques à partir de la base monétaire créée par la Banque Centrale (banque Natixis, février 2007). Il est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire.

En 2016, un franc guinéen de monnaie centrale donne lieu à 1,92 GNF de crédits contre 2,02 GNF en 2015.

Rubriques	Années					
	2011	2012	2013	2014	2015	2015
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61
Base monétaire en milliards de GNF (2)	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,57
Avoirs extérieurs bruts de la BCRG en milliards de GNF (3)	6 055,62	4 484,33	4 937,93	5 433,17	3 689,12	5 476,31
Multiplicateur monétaire (1) / (2)	1,71	1,78	1,76	1,72	2,02	1,92
Taux de couverture de l'émission monétaire (3) / (2)	91,4%	69,7%	66,4%	63,8%	42,2%	54,2%

Source : BCRG/DGES/DSBP

4. Le taux de couverture de l'émission monétaire

Le taux de couverture de l'émission monétaire est le rapport entre les avoirs extérieurs bruts et la base monétaire.

Le taux de couverture s'est amélioré, pour s'établir à 54,2 % en 2016 contre 42,2 % un an plus tôt. Cette progression est liée à la hausse des réserves de change.

I-2- Contreparties de la masse monétaire

L'expansion de la masse monétaire en 2016 s'explique par la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets (74,3%) et des avoirs intérieurs nets (2,6%).

I.2.a. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se chiffrent à GNF 3 125,21 milliards contre GNF 1 792,63 milliards en 2015. Cette progression résulte principalement de la hausse des réserves de change et, dans une moindre mesure, de l'accroissement de la position extérieure nette des banques.

Réserves de change

Entre décembre 2015 et décembre 2016, les réserves brutes de change sont passées de USD 464,37 millions à USD 614,65 millions, soit une hausse de 32,4% due au niveau élevé des entrées de devises (USD 687,50 millions) par rapport aux sorties de devises (USD 578,55 millions).

Avec ces réalisations, les réserves de change de la Nation couvrent 1,43 mois d'importations de biens et services contre 2,07 mois d'importations en 2015, soit une baisse d'environ 1 mois due à la forte augmentation des importations de biens d'équipements miniers en 2016.

a-1. Les recettes en devises de la Nation

À fin décembre 2016, le cumul des recettes se chiffre à USD 687,50 millions contre USD 694,66 en décembre 2015, soit une légère baisse de 1%. Cette contraction s'explique essentiellement par la baisse des recettes minières.

En effet, les recettes minières s'établissent à USD 152,99 millions à fin décembre 2016 contre USD 229,70 millions un an plus tôt, soit une baisse de USD 76,71 millions. Cette baisse est imputable au non encaissement sur la période des taxes minières.

En revanche, les autres recettes de l'Etat progressent de 38,8% pour s'établir à USD 137,45 millions à fin décembre 2016 contre USD 99,04 millions à fin décembre 2015. Cette progression s'explique notamment par l'encaissement de certaines ressources sur la période. Il s'agit notamment des aides budgétaires de la Banque Mondiale (USD 40 millions), de l'Union Européenne (EUR 12 millions) et de l'AFD (EUR 15 millions).

Quant aux dépôts des banques, ils augmentent légèrement de 2,7% pour se situer à USD 365,49 millions à fin décembre 2016 contre USD 355,75 millions à fin décembre 2015. Cette hausse est liée à la reprise des activités notamment dans le secteur minier.

a-2. Les dépenses en devises de la Nation

À fin décembre 2016, le cumul des dépenses s'établit à USD 578,55 millions contre USD 771,95 millions à fin décembre 2015, soit une baisse de 25,1% qui s'explique en grande partie par la diminution des transferts au profit des banques et des autres dépenses courantes de l'Etat.

En effet, les autres dépenses courantes de l'Etat baissent de 22,4% pour se situer à USD 140,45 millions à fin décembre 2016 contre USD 180,92 millions à fin décembre 2015. Cette baisse est due à la maîtrise des dépenses en devises de l'Etat.

Quant aux transferts au profit des banques, ils s'élèvent à USD 326,80 millions à fin décembre 2016 contre USD 503,33 millions à fin décembre 2015, soit une baisse de USD 176,53 millions. Cette baisse s'explique essentiellement par l'arrêt momentané des opérations du Marché des Enchères Bilatérales de Devises (MEBD) suite aux positions extérieures longues de toutes les banques commerciales observées sur la période sous revue

a-3. Le solde du budget en devises

À fin décembre 2016, le solde de l'exécution budgétaire en devises est ressorti excédentaire de USD 108,95 millions contre un déficit de USD 77,29 millions un an auparavant, soit une amélioration de USD 186,24 millions. Cette amélioration est essentiellement imputable à une forte baisse des transferts au profit des banques.

Évolution de l'exécution du budget en devises (en millions de USD)

	2015	2016	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	-77,29	108,95	186,24	-241,0
2- Recettes en devises	694,66	687,50	-7,16	-1,0
dont: Recettes minières	229,70	152,99	-76,71	-33,4
Autres recettes	99,04	137,45	38,41	38,8
Dépôts des banques	355,75	365,49	9,74	2,7
3- Dépenses en devises	771,95	578,55	-193,40	-25,1
dont: Dette extérieure	39,56	73,80	34,24	86,6
Autres dépenses courantes de l'Etat	180,92	140,45	-40,47	-22,4
Dépenses de la BCRG	15,39	19,09	3,70	24,0
Transferts des banques	503,33	326,80	-176,53	-35,1

Source : BCRG/DGCC/DCH

a-4. Le marché interbancaire de change et le taux de change

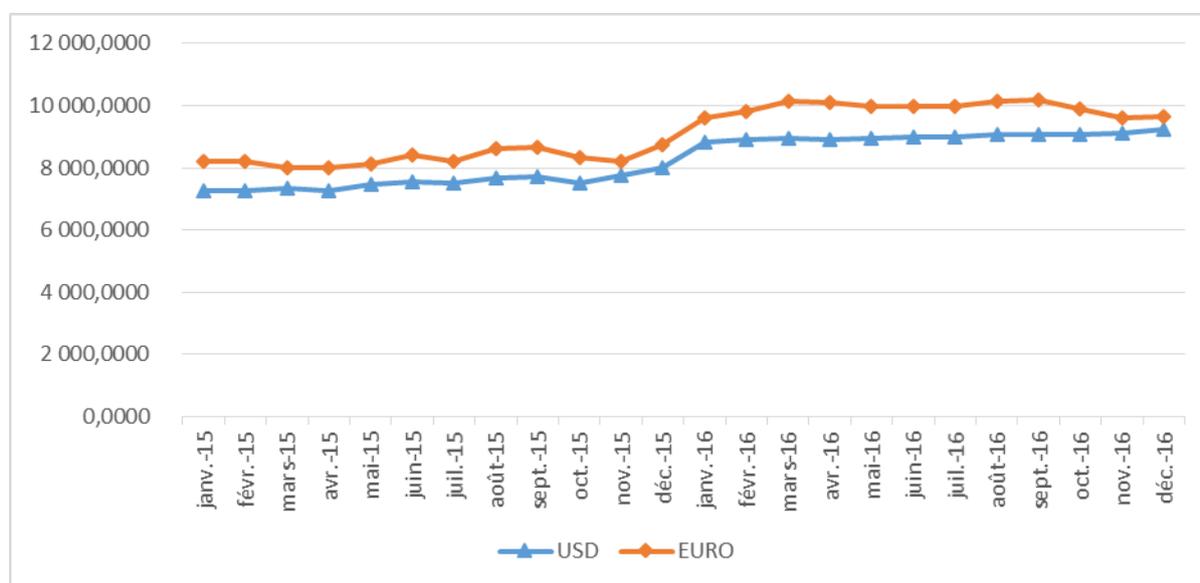
Dans le cadre d'une amélioration des méthodes de travail et sur recommandation du Fonds Monétaire International (FMI), la pratique du Marché Interbancaire des changes (MIC) a été remplacée courant 2016 par celle du Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD). La mise en place de celle-ci a permis de stabiliser le franc guinéen par rapport aux principales devises (USD, EURO) et de réduire sensiblement la prime de change entre les marchés officiel et parallèle.

La BCRG a cédé sur le marché USD 6,86 millions en 2016 contre USD 275,80 millions en 2015, soit une baisse des interventions à hauteur de 97,5%. Cette contraction considérable est la conséquence de l'arrêt momentané observé par la BCRG dans les séances de marché du fait que toutes les banques disposaient des positions longues.

Le taux de change du dollar américain s'est établi à GNF 9 225,31 à fin décembre 2016 contre GNF 8 003,74 un an auparavant, soit une dépréciation de 13,2%. Quant à l'euro, il s'est déprécié de 9,3% en s'échangeant à GNF 9 643,22 à fin décembre 2016 contre GNF 8 744,89 à fin décembre 2015. Ces évolutions s'expliqueraient notamment par l'appréciation du dollar par rapport à l'euro et la baisse drastique des cours de l'or sur le marché international.

Entre décembre 2015 et décembre 2016, les primes de change par rapport au dollar et à l'euro sont passées respectivement de 7,8% et 5,9% à 4,1% et 5,5%.

Evolution du taux de change (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DCH

Position extérieure nette des banques

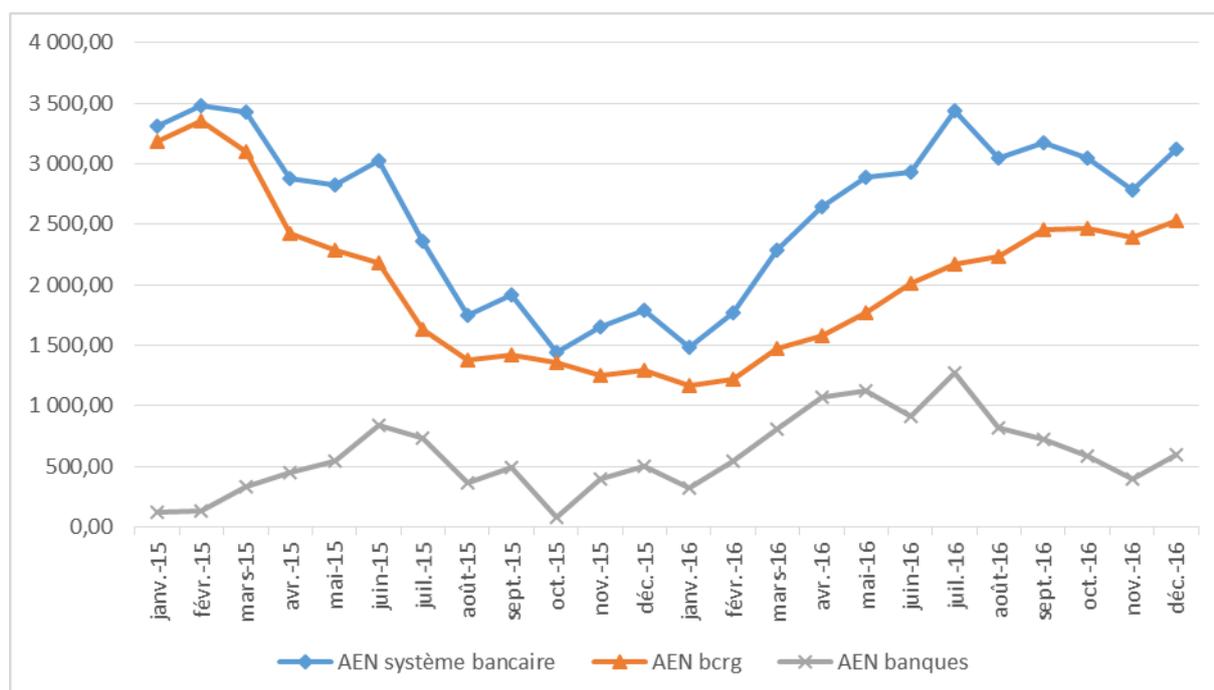
À fin décembre 2016, la position extérieure nette des banques s'établit à GNF 594,53 milliards (USD 64,45 millions) contre GNF 502,32 milliards (USD 62,76 millions) à fin décembre 2015, soit une hausse de 18,4%. Cette progression est imputable

essentiellement à la hausse plus marquée des avoirs extérieurs bruts des banques par rapport à celle de leurs engagements extérieurs.

En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques progressent de GNF 194,21 milliards pour se situer à GNF 1 496,24 milliards, en liaison en grande partie avec le rapatriement des recettes d'exportation dans le secteur minier.

Quant aux engagements extérieurs, ils augmentent de 12,8% pour se situer à GNF 901,71 milliards, en liaison avec les crédits à court terme accordés par les maisons mères aux banques résidentes pour le règlement des fournisseurs étrangers.

Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards GNF)



Source : Annexe 8

I.2.b. Avoirs intérieurs nets

Après une forte hausse de 41,4% en 2015, les avoirs intérieurs nets progressent de 2,6% en 2016 pour s'établir à GNF 16 269,40 milliards contre GNF 15 851,72 milliards à fin décembre 2015. Cette hausse modérée est essentiellement imputable à la progression de la position nette débitrice du Trésor dans le système bancaire, renforcée par la hausse des crédits à l'économie.

Position Nette du Trésor auprès du système bancaire

La position nette débitrice du Trésor auprès du système bancaire progresse de 3,4% pour se situer à GNF 10 145,14 milliards à fin décembre 2016 contre GNF 9 810,63 milliards à fin décembre 2015. Toutefois, la progression au cours de l'année sous revue constitue une décélération par rapport à celle de 34,5 % observée une année auparavant.

b-1. Position Nette du Trésor à la BCRG

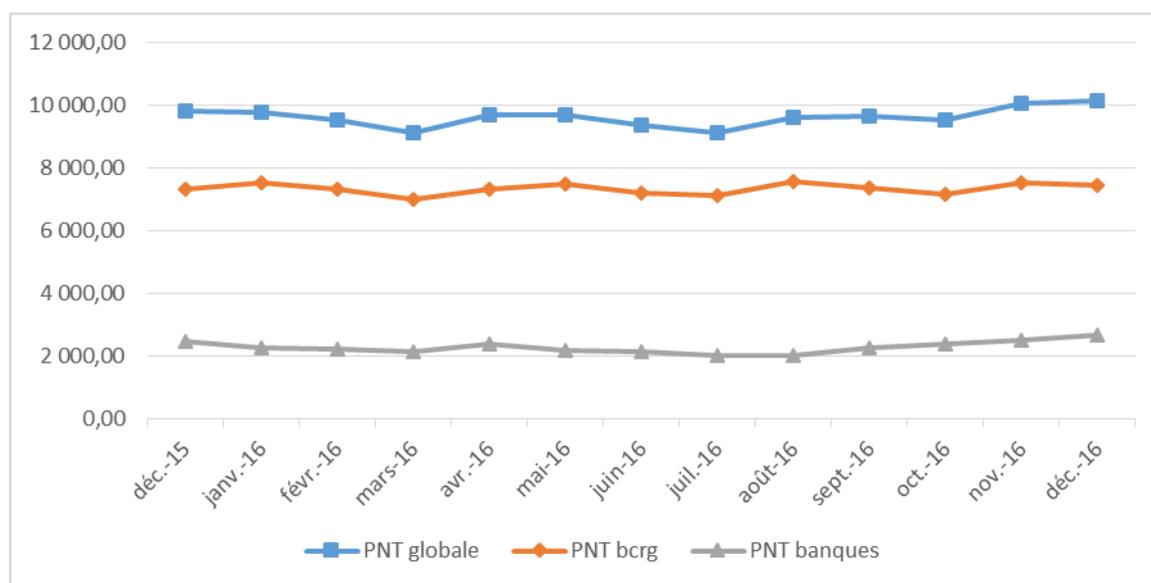
La position nette débitrice du Trésor progresse légèrement de 1,5%, pour s'établir à GNF 7 462,35 milliards à fin décembre 2016 contre GNF 7 353,26 milliards à fin décembre 2015.

Au cours de l'année sous revue, la dégradation de la position nette débitrice du Trésor dans les livres de la Banque Centrale est imputable à une hausse plus accélérée des dépenses du Trésor par rapport à ses ressources.

b-2. Position Nette du Trésor dans les banques

À fin décembre 2016, la position nette débitrice du Trésor dans les banques s'établit à GNF 2 682,79 milliards contre GNF 2 457,37 milliards à fin décembre 2015, soit une progression de 9,2%. Cette évolution résulte des souscriptions nettes aux bons de Trésor de GNF 302,83 milliards.

Évolution de la position nette du Trésor auprès du système bancaire (en milliards GNF)



Source : Annexe 8

Crédits à l'économie

b-3. Les taux d'intérêts

Dans un contexte caractérisé par une tendance haussière des prix observée depuis le début de l'année 2016, la Banque Centrale a procédé au mois d'avril 2016 à une hausse de son taux directeur de 1,5 points pour se situer à 12,5%. Cette évolution du taux directeur a entraîné la hausse des taux des banques sur le marché monétaire.

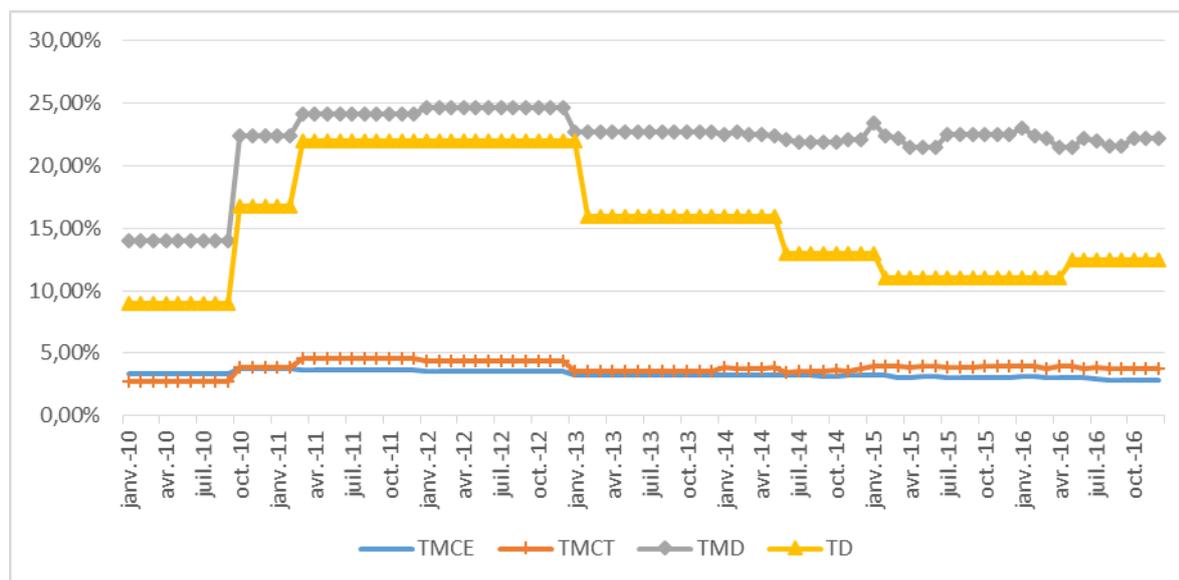
Toutefois, les taux débiteur et créditeur et ceux sur les comptes d'épargne sont en baisse sur l'année.

Sur le marché des bons du Trésor, tous les taux moyens pondérés progressent. En effet, le taux moyen pondéré des bons du Trésor à 91 jours s'établit à 14,38% à fin octobre 2016, contre 12,03% à fin décembre 2015. Quant au TMP des BDT à 182 jours, il se chiffre à 15% à fin décembre 2016, contre 10,92% à la même période de l'année précédente. Concernant, le TMP des BDT à 364 jours, il s'établit à 16,5% à fin novembre 2016, contre 10,19% une année plutôt.

Sur le marché interbancaire, le taux moyen pondéré progresse de 2,5 points de pourcentage pour se situer à GNF 11,5% à fin octobre 2016, contre 9% à fin octobre 2015.

En revanche, les taux débiteurs et créditeurs et ceux sur les comptes à terme et d'épargne baissent légèrement. En moyenne, ils se situent respectivement à 22,16%, 3,78% et 2,86% à fin décembre 2016, contre 22,46%, 3,93% et 3% à fin décembre 2015.

Évolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

b-4. Les maturités des crédits à l'économie

À fin décembre 2016, l'encours des crédits à l'économie s'établit à GNF 8 125,97 milliards contre GNF 7 583,37 milliards à fin 2015, soit une hausse de 7,2%. Toutefois, le ratio des crédits à l'économie sur le PIB s'établit à 13,9% en 2016 contre 15% en 2015, soit une baisse de 1,1 point de pourcentage.

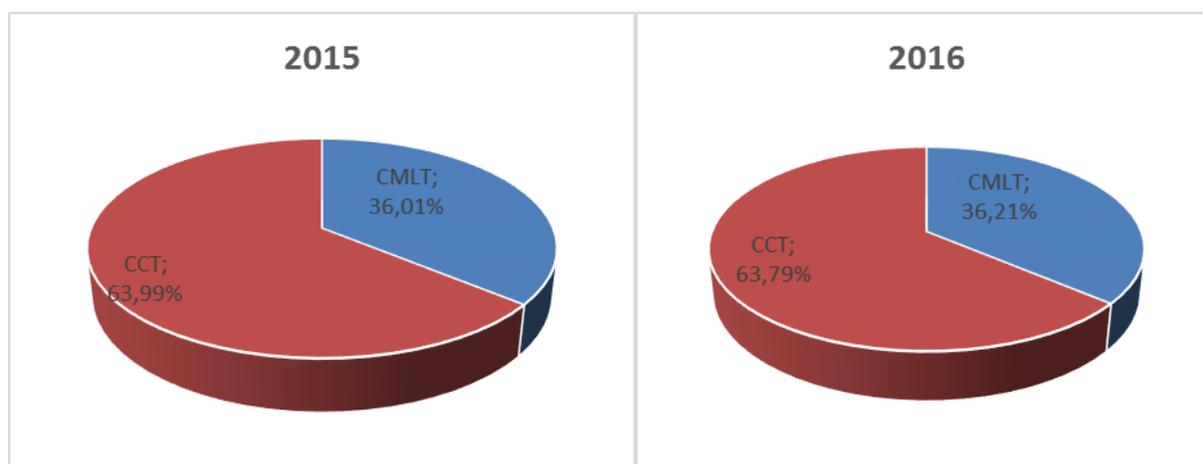
Sur la période sous revue, la progression des crédits à l'économie s'explique principalement par l'accroissement des crédits ordinaires octroyés aux entreprises évoluant dans les secteurs du commerce, de l'énergie et des BTP.

Les crédits accordés à l'économie restent dominés par les crédits à court terme qui représentent 63,79% du total en 2016 contre 63,99% en 2015. Ils s'établissent à GNF 5 183,40 milliards à fin décembre 2016 contre GNF 4 852,64 milliards, soit une progression de 6,8 %.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils progressent de 7,8% pour se situer à GNF 2 942,57 milliards à fin décembre 2016. Ils représentent 36,21% du total en 2016 contre 36,01% en 2015.

La prépondérance des crédits à court terme s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

Structure des crédits à l'économie par maturité



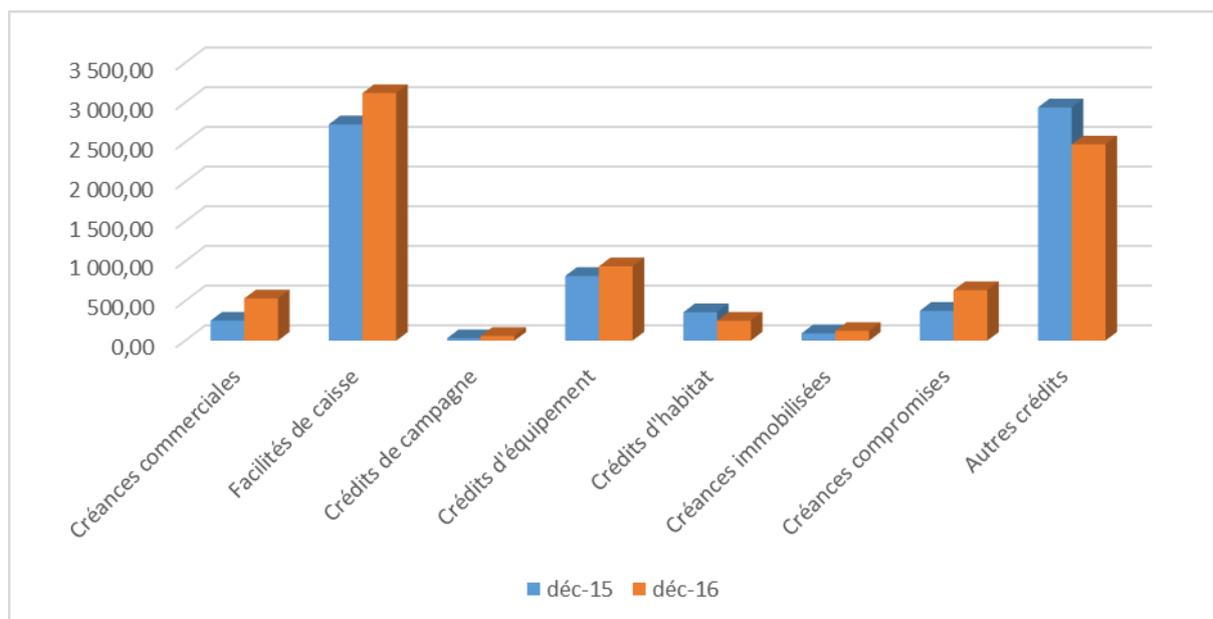
Source : Annexe 8

b-5. L'orientation des crédits à l'économie

En 2016, la hausse de l'encours des crédits concerne l'ensemble de ses catégories, à l'exception des autres crédits et des crédits d'habitat. En effet, les facilités de caisse progressent respectivement de GNF 394,49 milliards et de GNF 279,99 milliards. De même, les créances compromises augmentent de 260,13 milliards. Pour ce qui est des prêts à l'équipement, ils progressent de 14,8%.

Par contre les autres crédits et les prêts à l'habitat baissent respectivement de GNF 466,75 et de GNF 106,69 milliards.

Evolution par catégorie de crédits à l'économie en milliards de GNF



Source : BCRG/DGCC/DPMC

II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires et financières

II-1- Présentation du système financier guinéen

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

Les statistiques monétaires sont actuellement élaborées à partir des données de ce secteur, à l'exception des institutions de Microfinance, des compagnies d'assurance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change. L'inclusion des institutions de microfinance, telle que recommandée par le MSMF- 2000 est en cours.

II-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'Etat et assure la surveillance du système financier.

I-1-b- Les établissements de crédit

Au 31 Décembre 2016, le paysage bancaire guinéen compte 16 Banques agréées.

Les banques en activité en 2016 sont :

- ✓ La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) ;

- ✓ La Banque Islamique de Guinée (BIG) ;
- ✓ La Banque Populaire Maroco-Guinéenne (BPMG) ;
- ✓ La Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC GUINEE) ;
- ✓ Ecobank Guinée ;
- ✓ La First International Bank de Guinée (FIBANK) ;
- ✓ La First Bank of Nigeria FBN BANK
- ✓ La Société Générale de Banques en Guinée (SGBG) ;
- ✓ Orabank Guinée ;
- ✓ Skye Bank of Guinea ;
- ✓ United Bank of Africa (UBA) ;
- ✓ NSIA Banque Guinée ;
- ✓ La Banque du Commerce International – Guinée (BCI) ;
- ✓ Afriland First Bank Guinée ;
- ✓ La Banque Nationale de Guinée(BNG);
- ✓ La Banque de Développement de Guinée (BDG).

Sur le plan règlementaire, le fonctionnement des établissements de crédit a été renforcé en 2016 par l'élaboration de plusieurs textes d'application de la loi bancaire L/2013/060/CNT du 12 Août 2013 ainsi que la révision de certaines instructions et décisions.

La loi bancaire fixe les règles relatives à l'exercice de l'activité et au contrôle des établissements de crédit en République de Guinée, quels que soient leur statut juridique et la nationalité des propriétaires de leur capital ou de leurs dirigeants. Elle vise à donner des moyens renforcés aux autorités de régulation et de contrôle que sont le Comité des agréments et la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) pour mener à bien leurs missions de régulation et de supervision du secteur bancaire.

II-1-c- Les compagnies d'assurance

Onze (11) compagnies ont animé le marché des assurances en 2016 :

- ✓ UGAR-ACTIVA ;
- ✓ La Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- ✓ La Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- ✓ La Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- ✓ L'International Insurance Company Guinea (IIC Guinée SA) ;
- ✓ La Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- ✓ ACTIVA- Vie;
- ✓ SAHAM ;
- ✓ SUNU ;
- ✓ SAAR-Guinée ;
- ✓ La société mutuelle d'assurance (MICARE SM)

A côté des sociétés d'assurance, il existe le Fonds de garantie automobile et la carte brune CEDEAO.

En 2016, un nouveau code des Assurances a été promulgué pour renforcer la sécurité du marché et se conformer davantage aux standards internationaux.

II-1-d- Les institutions de microfinance

Les institutions de microfinance sont des structures qui n'ont pas le statut de banque mais qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit ou de collecte d'épargne et offrent des services financiers spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel (article 2 §1 de la Loi sur la Microfinance).

En 2016, le marché de la Microfinance a enregistré deux nouvelles autorisations. Ce qui porte le nombre de structure à vingt-deux (22) institutions toutes catégories confondues dont (20) en activité. Ce sont :

Catégorie 1 : Structures mutualistes ou coopératives (elles sont au nombre de 10)

- ✓ Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG-yètà Mali) ;
- ✓ La Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI) ;
- ✓ Le Réseau des Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée DIAMA DJIGUI ;
- ✓ La Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (MECREPAG) ;
- ✓ Le Groupement d'Appui à l'Autopromotion Economique et Sociale – GIE (GAAS – GIE NAFAYA de Guinée) ;
- ✓ La Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Economique Local (CAIDEL) ;
- ✓ La Mutuelle de Crédit et d'Epargne et SABOU GUINEE ;
- ✓ La Coopérative de promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA) ;
- ✓ Modèle MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE ;
- ✓ Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEFBG) ;

Catégorie 2 : Sociétés Anonymes (elles sont au nombre de 9)

- ✓ Le Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
- ✓ La Financial Développement (FINADEV- SA) ;

- ✓ JATROPHA -SA ;
- ✓ Le Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Épargne/Crédit et à l'Éducation Civique (CAFODEC S-A) ;
- ✓ COFINA-SA ;
- ✓ CREDIT NAFA-SA :
- ✓ CAFODEC FINANCES-SA ;
- ✓ La Société Atlantic Microfinance for Africa (AMIFA) ;
- ✓ Crédit Cash

Catégorie 3: Associations et ONG

- ✓ La Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) ;
- ✓ L'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
- ✓ Le Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC) ;

Les institutions de microfinance de la première catégorie collectent l'épargne de leurs membres et l'emploient en opérations de crédit, exclusivement au profit de ceux-ci.

Quant aux institutions de microfinance de la deuxième catégorie, elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Les institutions de microfinance de la troisième catégorie accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte d'épargne.

A côté des IMF, il existe trois (03) les sociétés de transferts d'argent via la téléphonie mobile. Ce sont : orange money, MTN et pay card.

II-1-e- Les bureaux de change manuel

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011.

A fin 2016, quarante-cinq (45) bureaux de change sont agréés et sont effectivement en activité. Il est à préciser qu'un bureau en situation irrégulière a été définitivement retiré de la liste officielle des bureaux de change agréés.

En 2016, la BCRG a organisé un séminaire de formation à l'attention des gérants des bureaux de change afin de leur permettre de maîtriser les bases de la cotation sur le

forex ou marché des changes et surtout les amener à appliquer la réglementation de change en vigueur.

II-1-f- Les sociétés de transfert d'argent

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée.

Au cours de l'année 2016, trois (3) nouveaux établissements ont été agréés et un (1) établissement a vu son agrément retiré. Ce qui porte le total des sociétés de transfert d'argent à trente-trois (33).

II-2- Cadre réglementaire et procédures

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

- ✓ l'uniformisation des méthodes et pratiques comptables par l'ensemble des banques de la place ;
- ✓ la transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 25 et 26 de la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 25 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale assure la supervision des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de microfinance et des autres institutions financières. A cet effet, elle est habilitée, à effectuer des contrôles sur place et sur pièces de ces institutions ».

Quant à l'article 26, il énonce que « La Banque Centrale est habilitée à recueillir tout document et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. En cas de communication de fausses informations ou d'infractions à la réglementation, la Banque Centrale est habilitée à appliquer les sanctions déterminées par la loi à l'égard des établissements et institutions concernés ».

II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de :

- ✓ l'expression des données en termes de stocks ;
- ✓ l'enregistrement des données sur la base des règlements ;
- ✓ l'expression des données en monnaie nationale ;
- ✓ la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.

II-3- 1- Données en termes de stocks

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs

et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

II-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements

Les statistiques monétaires sont présentées sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

II-3- 3- Monnaie de libellé

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaie étrangère sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

II-3- 4- Consolidation

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte consolidé des banques commerciales. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.

DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2016

I. Évolution des principaux indicateurs en 2016

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles, les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance.

I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

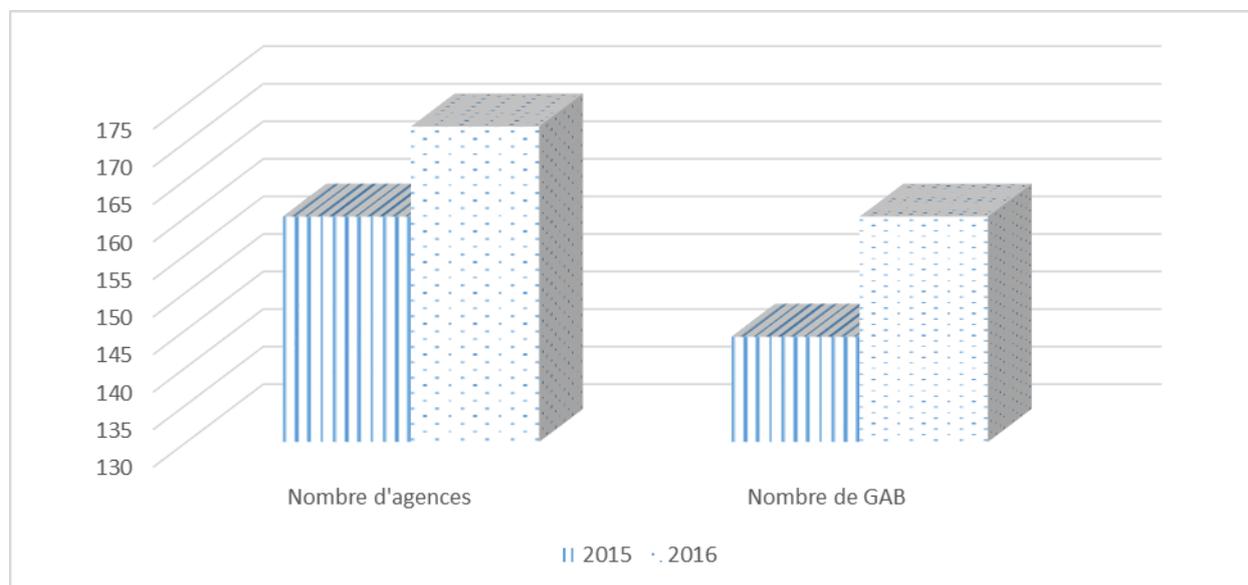
Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des banques mobiles.

I-1-1 Extension géographique

Le nombre d'agences ou points de services progresse de 12 unités (7,5%), pour s'établir à 172 à fin décembre 2016 contre 160 à fin décembre 2015.

Quant au nombre de guichets automatiques, il s'établit à 160 en 2016 contre 144 en 2015, soit une progression de 16 unités (11,1%).

Évolution du nombre d'agences et de GAB



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le réseau bancaire reste concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. En effet, la ville de Conakry bénéficie d'une meilleure pénétration (plus de la moitié des agences) par rapport aux villes de l'intérieur en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

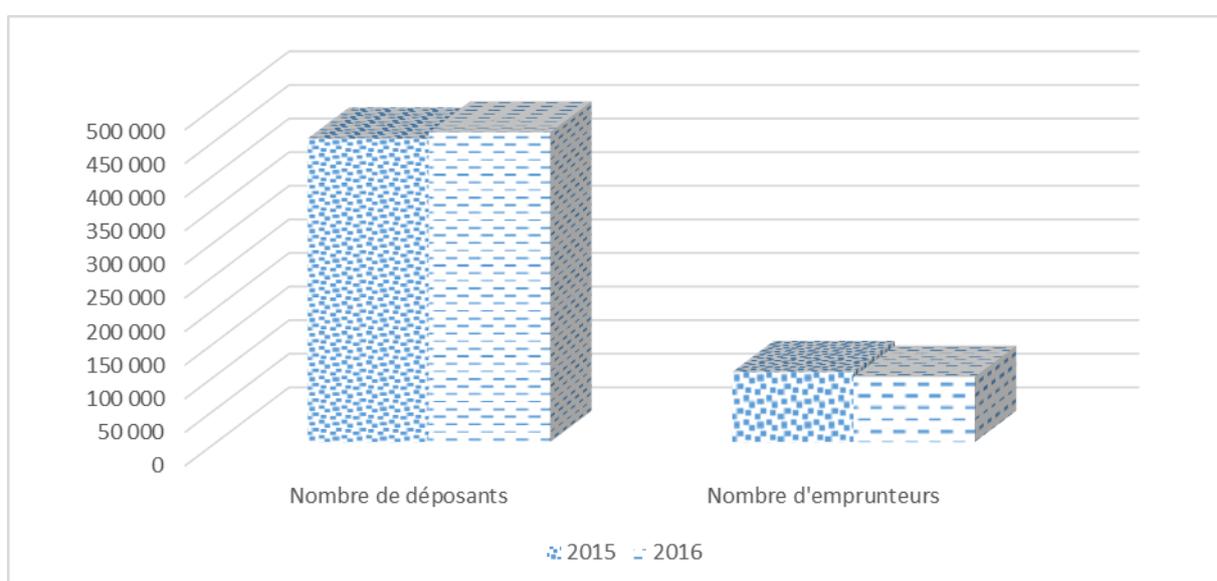
I-1-2 Utilisation des services financiers

Elle porte sur deux (2) services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2016, le nombre de déposants s'établit à 460 657 contre 451 526 en 2015, soit une légère hausse de 2%. Cette évolution est imputable notamment à l'extension du réseau et au renforcement de la confiance entre les banques et leurs clients.

En revanche, le nombre d'emprunteurs baisse de 6,8% pour se situer à 96 915 en 2016, en relation avec la concentration du crédit au niveau des gros clients.

Évolution du nombre de déposants et d'emprunteurs



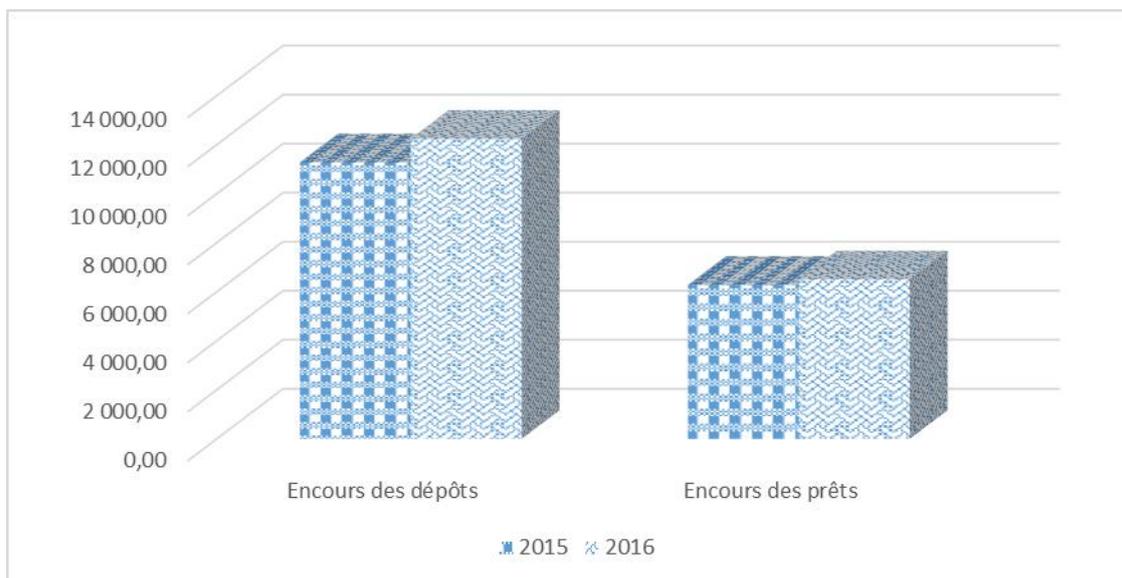
Source : BCRG/DGES/DSBP

L'encours des dépôts collectés auprès de la clientèle progresse de 8,5% pour s'établir à GNF 12 244,63 milliards en 2016. Cette évolution reflète le renforcement de confiance dans le système bancaire.

A l'instar de 2015, les dépôts sont dominés par ceux des particuliers. En effet, les dépôts des ménages représentent 49,6% du total en 2016 contre 50,2% en 2015.

En ce qui concerne l'encours des prêts accordés à la clientèle, il progresse de 3,6% pour se situer à GNF 6 507,64 en 2016. Cette progression s'explique par la hausse des crédits ordinaires accordés aux sociétés évoluant notamment dans les secteurs du commerce, de l'énergie et des BTP.

Évolution de l'encours des dépôts et des prêts en milliards de GNF



Source : BCRG/DGES/DSBP

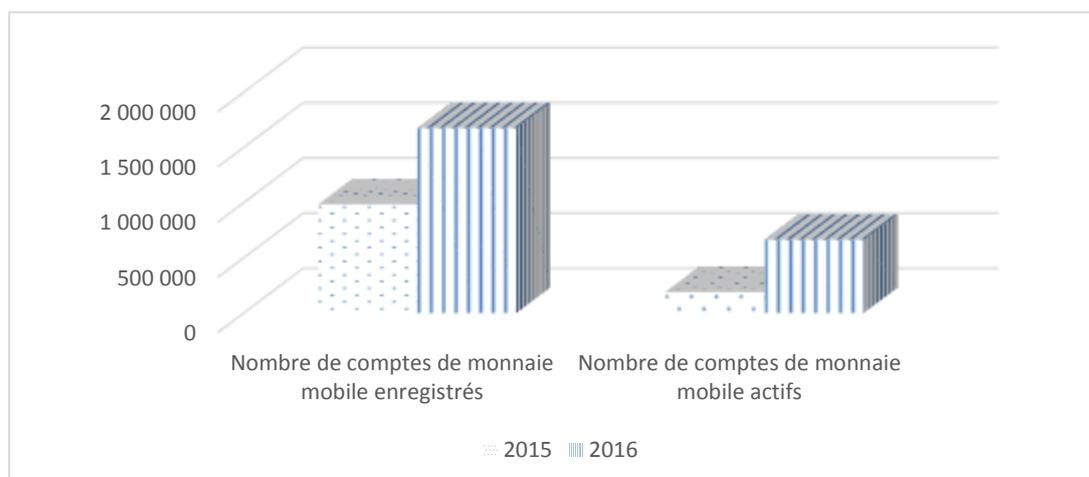
Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total des dépôts) baisse de 2,6 points de pourcentage. En effet, les crédits représentent 53,1% des dépôts à fin décembre 2016 contre 55,7% un an auparavant.

Banques mobiles

Entre 2015 et 2016, le nombre de clients enregistrés est passé de 983 834 à 1 674 475, soit une hausse de 690 641 unités. Cette évolution s'explique par les actions commerciales offensives des deux opérateurs téléphoniques et l'extension du réseau de distribution.

Sur la même période, le nombre d'agents actifs est passé de 190 157 à 662 855, soit un accroissement de 472 698 unités.

Évolution du nombre d'agents enregistrés et actifs



Source : BCRG/DGES/DSBP

S'agissant du montant total des transactions bancaires mobiles, il s'établit à GNF 6 414,34 milliards en 2016 contre GNF 842,33 milliards en 2015, soit une hausse de GNF 5 572,01 milliards. Cette hausse s'explique notamment par les paiements marchands, les achats de crédit et l'extension du réseau de distribution. En effet, le nombre de points de vente s'établit à 13 146 en 2016 contre 4 206 en 2015, soit une hausse de 8 940 unités.

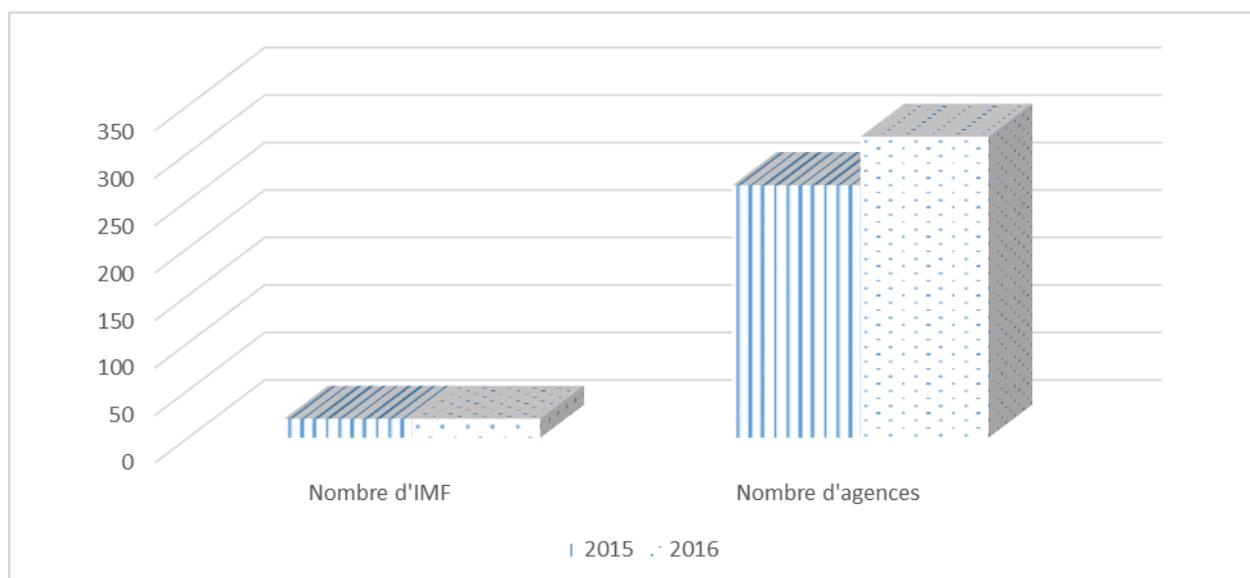
I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)

Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, encours de dépôts et de crédits).

I-2-1 Extension géographique

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnelles est de 317 en 2016 contre 266 guichets l'année précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation des demandes de la clientèle.

Évolution du nombre d'institutions de microfinance et du nombre d'agences



Source : BCRG/DGES/DSBP

I-2-2 Utilisation des services financiers

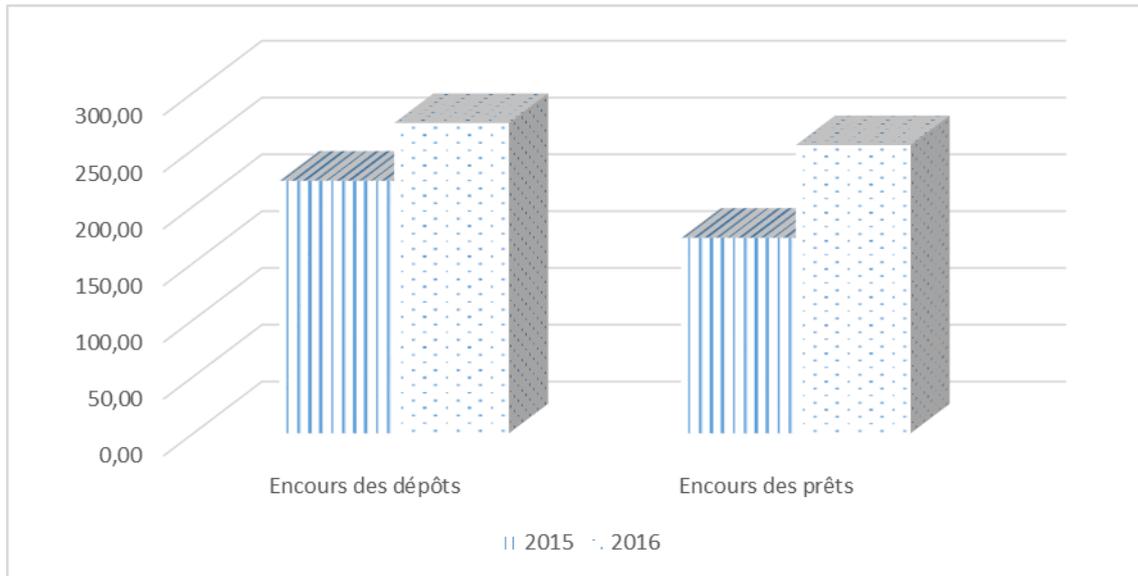
En 2016, le nombre de déposants s'établit à 234 122 contre 199 642 en 2015, soit une hausse de 17,3%. Cette progression s'explique notamment par l'ouverture des nouveaux points de service et les campagnes de promotion.

Quant au nombre d'emprunteurs, il progresse de 17% pour se situer à 324 947, en relation avec la reprise des activités économiques après la maladie à virus Ebola.

En ce qui concerne l'encours des dépôts collectés, il s'établit à GNF 273,20 milliards en 2016 contre GNF 222,49 milliards en 2015, soit une hausse de GNF 22,8%. Cette amélioration résulte de la reprise des activités économiques due à la fin de la maladie à virus Ébola, aux campagnes de promotion et à la diversification des produits.

S'agissant de l'encours des prêts, il s'élève à GNF 253,73 milliards en 2016 contre GNF 172,17 milliards en 2015.

Évolution de l'encours de dépôts et de prêts en milliards de GNF



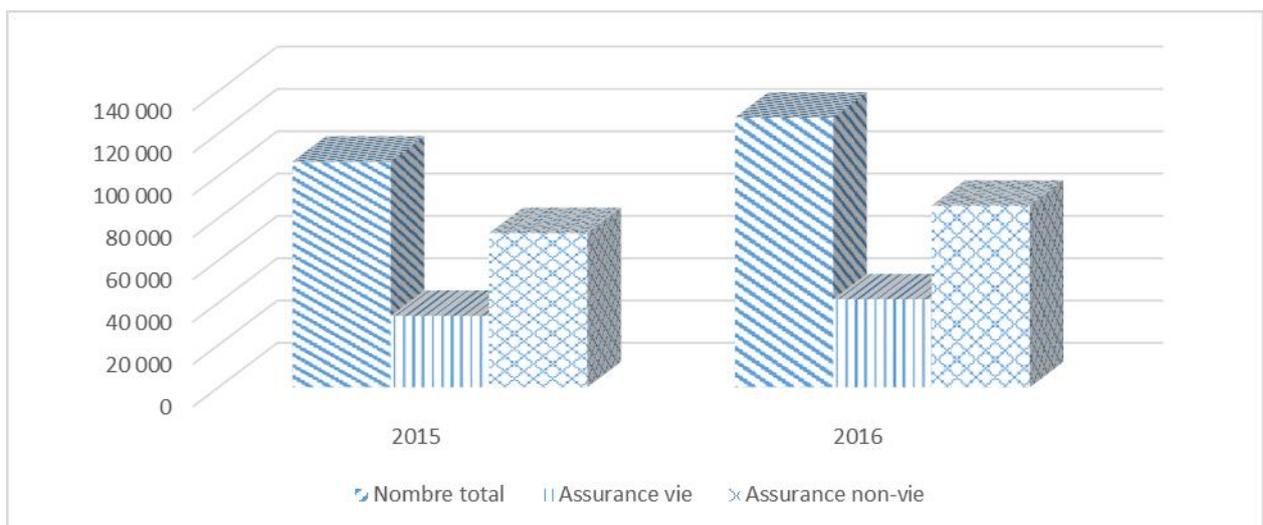
Source : BCRG/DGES/DSBP

I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

Cette partie analyse l'utilisation des services financiers suivants : nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance s'établit à 127 422 unités à fin décembre 2016 contre 106 633 unités à fin décembre 2015, soit une hausse de 19,5%. Cette progression s'explique principalement par les actions commerciales menées par les sociétés d'assurance et la reprise des activités après l'éradication de la maladie à virus Ebola.

Nombre de titulaires de polices d'assurance



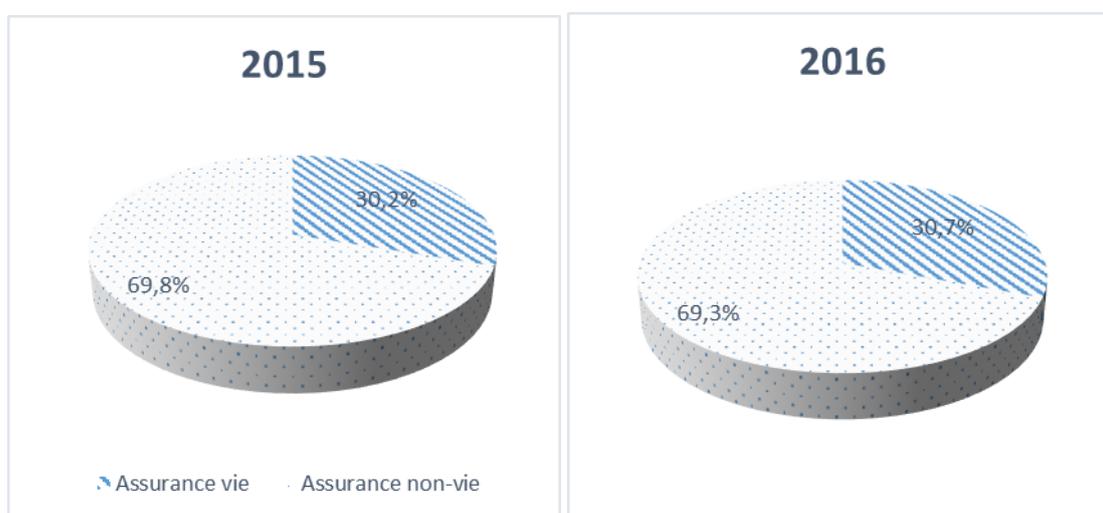
Source : BCRG/DGES/DSBP

En ce qui concerne le nombre de polices d'assurance, il s'établit à 146 356, en hausse de 18,4% par rapport à 2015. Cet accroissement est lié à celui du nombre de souscripteurs.

Entre 2015 et 2016, le nombre de polices d'assurance non-vie progresse de 17,5% pour s'établir à 101 439. Il représente 69,3% du total en 2016 contre 69,8% en 2015.

Quant au nombre de police d'assurance-vie, il augmente de 20,3% entre 2015 et 2016. Malgré cette importante progression, sa part dans le total reste limitée à 30,7% en 2016 contre 30,2% en 2015.

Part des polices d'assurance



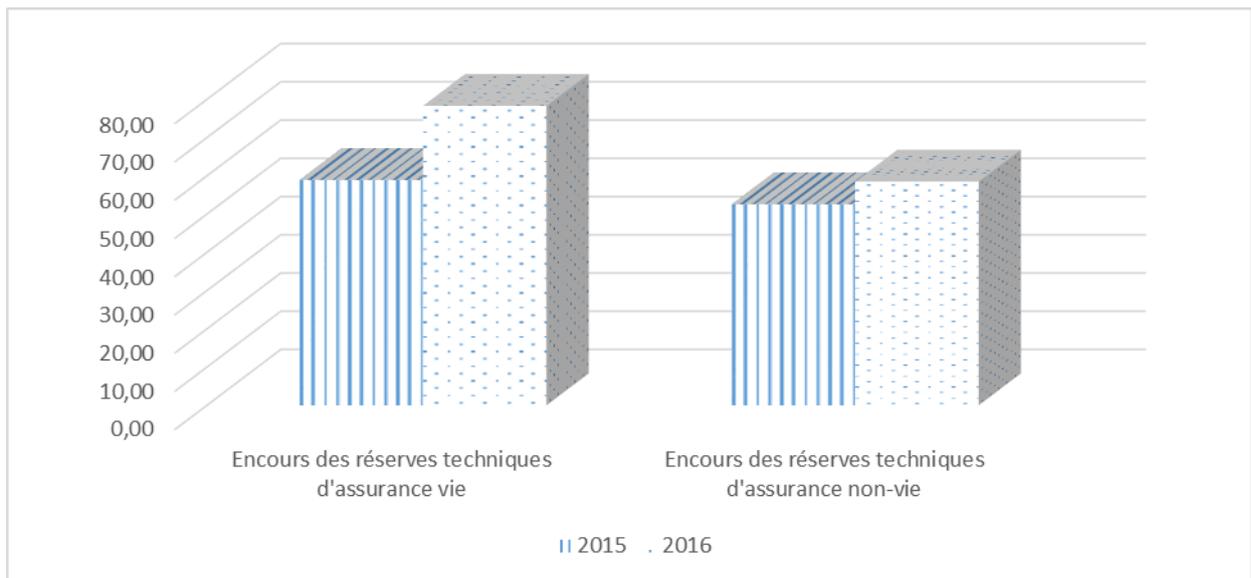
Source : BCRG/DGES/DSBP

Les réserves techniques d'assurance progressent de 22,7% pour se situer à GNF 136,77 milliards à fin décembre 2016.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie progresse de façon remarquable en passant de GNF 58,91 milliards en 2015 à GNF 78,29 milliards en 2016, soit une hausse de 32,9%.

Concernant l'assurance non vie, les réserves techniques se chiffrent à GNF 58,49 milliards en 2016 contre GNF 52,55 milliards en 2015, soit une hausse de 11,3%.

Encours des réserves techniques d'assurance (en milliards de GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP

L'analyse des principaux indicateurs d'accès aux services financiers en Guinée indique une amélioration de l'inclusion financière consécutive aux nombreuses initiatives prises par les Autorités. Il s'agit notamment :

- ✓ du suivi de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- ✓ de la mise en place d'un second guichet d'injection de liquidité par appel d'offres ;
- ✓ de la modernisation du système national de paiement ;
- ✓ du soutien au développement du mobile banking ;
- ✓ de l'adoption d'une réglementation spécifique pour encadrer les services financiers de monnaie électronique ;
- ✓ de la révision du plan comptable bancaire guinéen pour tenir compte de l'apparition de nouveaux produits et de nouveaux établissements financiers ;
- ✓ de la révision de la loi sur la microfinance pour tenir compte des nouveaux produits financiers, mieux protéger les déposants, accroître la transparence des conditions de marché, assurer la concurrence, etc..

Il faut toutefois souligner que malgré les efforts du Gouvernement, l'inclusion financière se heurte encore à quelques contraintes, dont :

- ✓ une concentration du nombre du réseau bancaire dans la ville de Conakry ;
- ✓ une population principalement rurale avec un faible accès physique aux services bancaires ;

- ✓ une faible concurrence du secteur bancaire ;
- ✓ une concentration des activités sur l'assurance non-vie ;
- ✓ un manque d'éducation financière.

Face à ces contraintes, des mesures complémentaires sont nécessaires. Elles devraient porter spécifiquement sur:

- ✓ la révision de la SNFI pour tenir compte des secteurs autres que la microfinance ;
- ✓ la réduction du coût des services bancaires et l'accroissement de la concurrence du secteur (le mobile banking peut aider mais n'est pas suffisant) ;
- ✓ la simplification de la réglementation ;
- ✓ l'amélioration de l'éducation financière.

II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs centrées autour des valeurs suivantes :

- ✓ Les populations sont au centre de la stratégie. La SNFI est donc élaborée avec pour finalité d'offrir des services financiers aux populations, particulièrement à celles qui n'y ont pas accès afin de minimiser leur vulnérabilité et de favoriser leur croissance économique et sociale ;
- ✓ Les IMF sont les institutions identifiées pour rendre ces services aux populations, la stratégie leur apporte des appuis multiformes pour assurer leur professionnalisation et leur pérennité.

Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement.

Le cadre d'orientation stratégique comprend trois axes stratégiques:

Axe stratégique 1 (niveau macro) : l'amélioration du cadre légal, réglementaire et institutionnel en vue d'un développement harmonieux et sécurisé du secteur de la microfinance.

Axe stratégique 2 (niveau méso) : le renforcement des capacités et le développement de l'infrastructure financière, incluant la structuration de la profession

afin de soutenir la pérennité des services financiers accessibles au plus grand nombre de personnes.

Axe stratégique 3 (niveau micro) : l'offre de produits et services financiers diversifiés et en expansion particulièrement aux femmes et aux jeunes grâce à la création et/ou au développement d'IMF professionnelles, viables et pérennes, notamment dans les zones rurales

II-1- Cadre réglementaire et institutionnel

II-1-1 Cadre réglementaire

Les conditions d'exercice des activités des institutions de microfinance (IMF) sont définies dans la loi/2005/020/AN du 22 novembre 2005.

II-1-2 Cadre institutionnel

La tutelle des IMF est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée (APIMG) et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de Microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI. Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

II-2- Résultats attendus du programme

Au terme du programme, les résultats suivants sont attendus :

- ✓ le taux de pénétration du secteur devra passer de moins de 5% à 15% ;
- ✓ le nombre de bénéficiaires et d'emprunteurs passeront respectivement de 435 000 et 98 000 à 1 740 000 et 684 000 ;

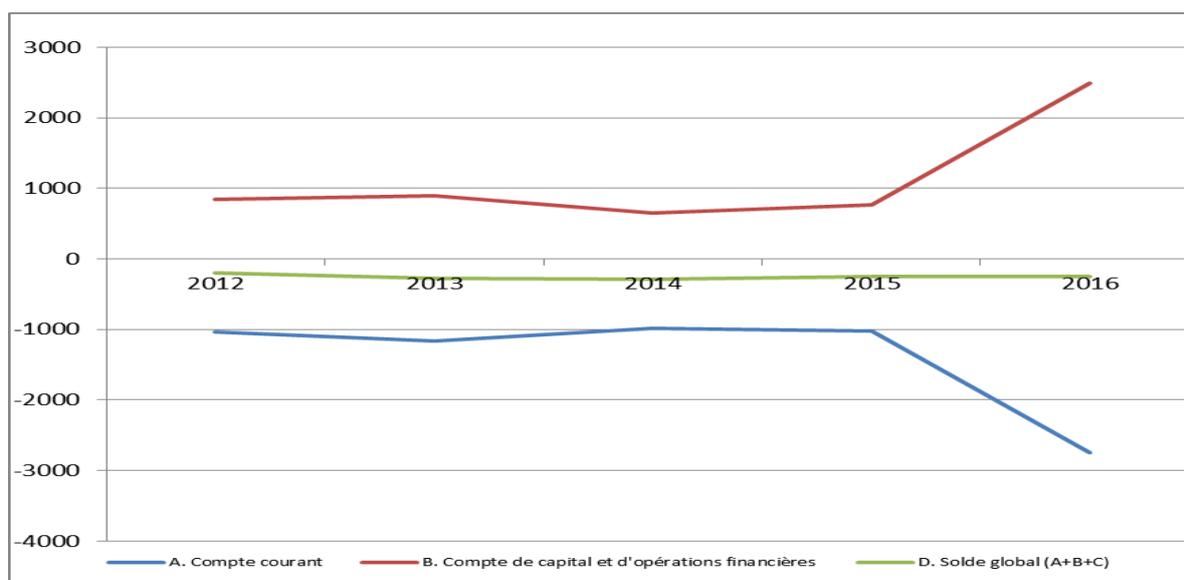
- ✓ les encours d'épargne et de crédit passeront respectivement de GNF 57 milliards et 74 milliards à 400 milliards et 650 milliards et;
- ✓ le portefeuille à risque (**PAR**) 90 jours ne devra pas dépasser 5%, l'autosuffisance opérationnelle des IMF sera acquise (au moins 100% pour les 2/3 des IMF).

TROISIEME PARTIE : DONNEES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2016

II- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements en 2016

En 2016, le solde global de la balance des paiements est déficitaire de USD 0,83 millions contre un déficit de USD 499,94 millions en 2015, soit une amélioration de 99,8% due à une hausse considérable des flux financiers nets (entrants) enregistrés au niveau des sociétés résidentes notamment les sociétés minières et industrielles.

Evolution des principaux soldes de la Balance des Paiements (en millions us)

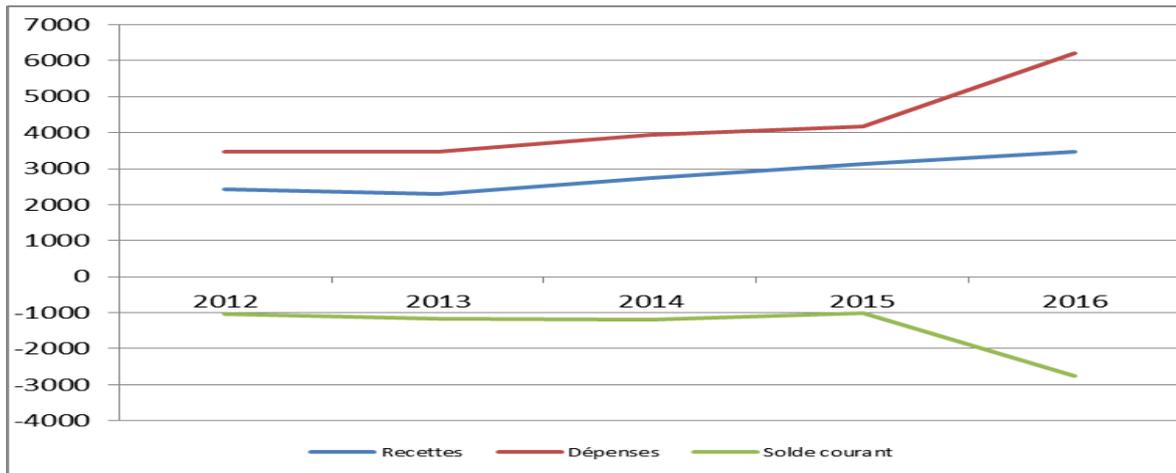


Source : Annexe 14

II-1- Compte des transactions courantes et de ses composantes

Le compte des transactions courantes est déficitaire de USD 2 774,92 millions contre un déficit de USD 1 020,20 millions en 2016, soit une dégradation de plus de 100% due essentiellement à la forte dégradation de la balance commerciale suivie de celle des services.

Évolution de la balance des transactions courantes (en millions USD)



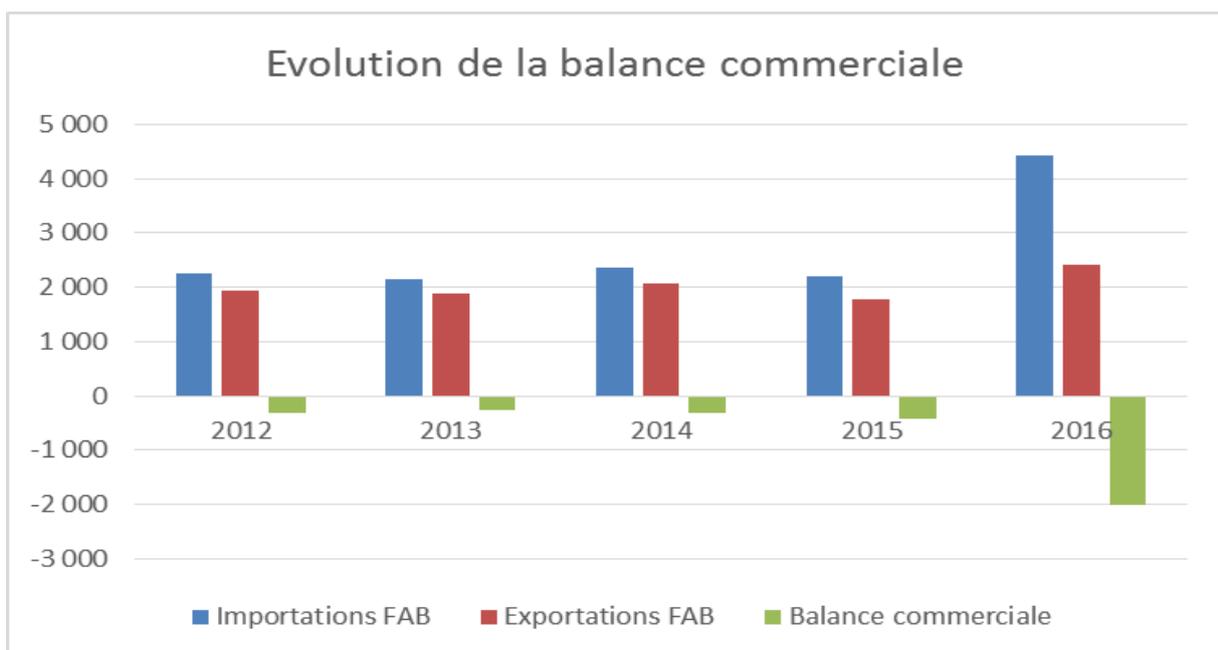
Source : Annexe 18

II-1- a- Balance commerciale

La balance commerciale est déficitaire de USD 2 015,09 millions contre un déficit de USD 410,61 millions en 2015. Cette forte dégradation de la balance commerciale s'explique en grande partie par la forte augmentation des importations FAB des équipements (bateaux miniers et pièces de rechange) enregistrées au cours du quatrième trimestre de 2016.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est dégradé de 26,76 points de pourcentage en s'établissant à 54,51% en 2016 contre 81,27% en 2015.

Évolution de la balance commerciale (en millions de USD)



Source : Annexe 19

a-1. Exportations

Les exportations FAB globales se sont situées à USD 2 414,35 millions contre USD 1 781,15 millions en 2015, soit une augmentation de 35,55% due essentiellement à la hausse de :

- ✓ la valeur de la bauxite exportée par les Sociétés Minières (surtout la Société Minière de Boké) vers les pays asiatiques (la Chine et le Singapour);
- ✓ la valeur de l'or exporté par les sociétés aurifères (surtout la SAG et la SMD) et les sociétés artisanales (orpailleurs) et ;
- ✓ la valeur du diamant exporté par les sociétés industrielles et artisanales.

En effet, la valeur de la bauxite exportée est de USD 882,99 millions en 2016 contre USD 596,18 millions en 2015, soit une augmentation de 48,11% due à l'évolution favorable du prix de ce produit sur le marché asiatique (Chine et Singapour).

Quant aux produits aurifères, leur valeur est de USD 960,92 millions contre USD 671,83 millions en 2015, soit une hausse de 48,7% due principalement à l'évolution favorable des prix de l'or sur le marché international et aux réformes engagées par le Gouvernement pour l'encadrement des exploitants artisanaux sur les conditions d'expédition de leurs produits vers ce marché.

S'agissant du diamant, sa valeur exportée est de USD 22,14 millions en 2016 contre USD 18,17 millions en 2015, soit une augmentation de 21,83% due en grande partie à l'intervention d'une nouvelle société (Guitar Mining) dans le secteur.

Structure des exportations (en %)

Produits	Années		
	2014	2015	2016
Produits agricoles	4,04	2,17	0,32
Produits de pêche	0,65	0,71	0,09
Produits des industries alimentaires	0,02	0,00	0,00
Produits forestiers	2,53	1,59	0,26
Produits miniers	79,19	84,12	98,97
Produits métallurgiques	0,09	0,04	0,05
Autres produits divers	13,48	11,38	0,31

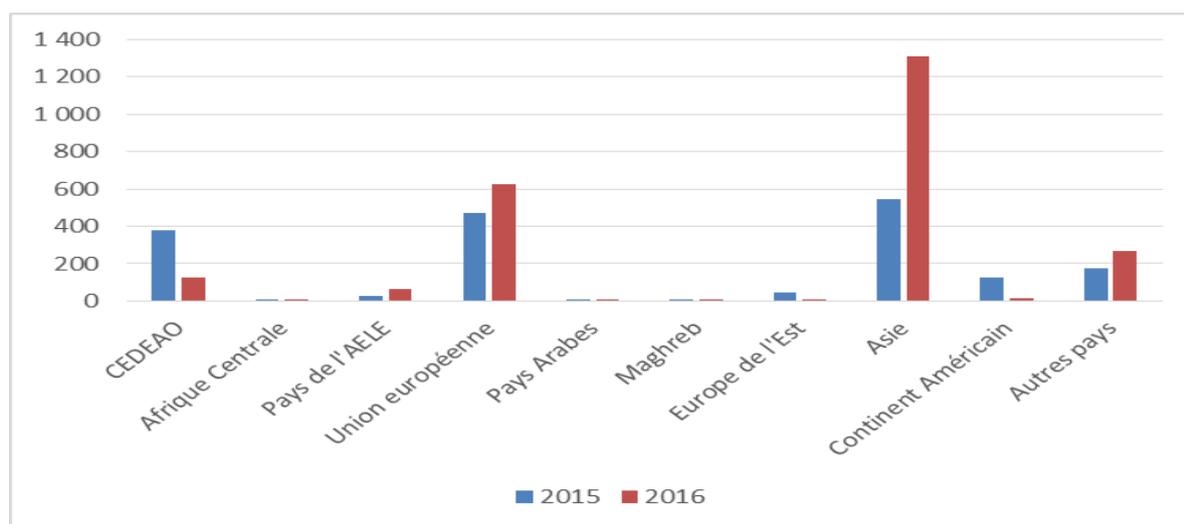
Source : Annexe 17

La structure ci-dessus indique une part importante des produits miniers (plus de 98,9%) dans les exportations de la Guinée. Cette situation aggrave la vulnérabilité de

l'économie guinéenne face aux variations du cours des produits miniers (bauxite, or et diamant) sur le marché international.

En 2016, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (54,23%), l'Union européenne (25,81%), les autres pays africains (11,01) et la CEDEAO (5,10%).

Valeur des exportations FAB par zone de destination (en millions de USD)



Source : Annexe 15

a-2. Importations

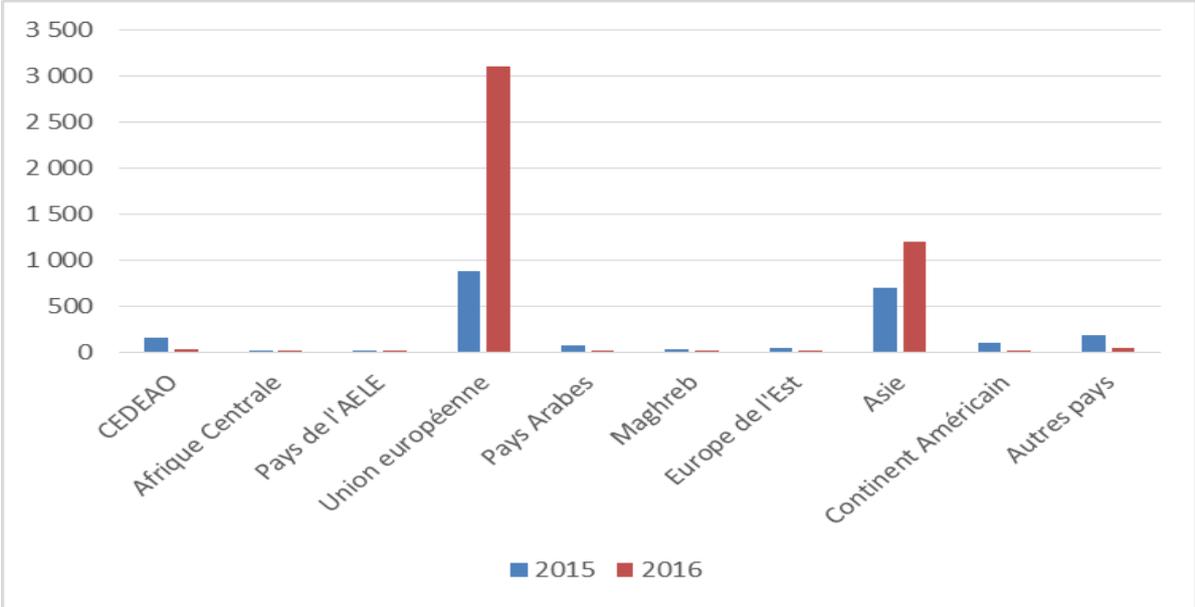
Les importations FAB se sont situées à USD 4 429,44 millions contre USD 2 191,75 millions en 2015, soit une hausse de 102,10% liée notamment à la forte augmentation de la valeur des équipements (bateaux miniers, grues flottantes, remorqueurs, brouées de navigation et matériels de pêche artisanale) et des produits alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre, etc.) importés par les agents économiques résidents.

En effet, la valeur des équipements importés est passée de USD 186,86 millions en 2015 à USD 2 186,48 millions en 2016. Cette situation est expliquée par les importations massives des équipements effectuées par la société Minière de Boké, la société Guinea Alumina Corporation et la société Winning Alliance Ports SA au cours du quatrième trimestre 2016.

Quant aux produits alimentaires importés, leur valeur est passée de USD 506,99 millions en 2015 à USD 616,70 millions en 2016, soit une hausse de 21,64% due à l'augmentation des prix des denrées de première nécessité (riz, sucre etc.) sur le marché international.

En 2016, les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques résidents sont : l'Union européenne (67%), l'Asie (27%), la CEDEAO (0,6%) et le Continent américain (0,5%).

Valeur des importations FAB par zone de provenance (en millions de USD)



Source : Annexe 16

Encadré 4 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

1. Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) des biens.

$$TCCE = X/M*100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

2. Tableau 1 : Evolution du Taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	En millions de dollars US				
Exportations(X)	1927,59	1886,26	2039,56	2805,71	2414,35
Importations (M)	2369,85	2139,05	2384,58	2191,75	4429,44
TCCE	81,34%	88,18%	85,53%	128,01%	54,51%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est dégradé de 26,83 points de pourcentage pour se situer à 54,51% en 2016 contre 81,34% en 2012. Cette situation est expliquée par la forte augmentation des importations des biens d'équipement enregistrée par les sociétés minières (surtout la société GAC et la SMB) au cours du quatrième trimestre 2016.

3. Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges correspond à la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations})/2)/\text{PIB} * 100$$

4. Tableau 2 : Evolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	En millions de dollars US				
Exportations des biens et services	2090,63	1989,79	2147,99	2883,97	2471,34
Importations des biens et services	3317,25	2833,43	3041,84	2695,05	5142,29
PIB courant	5743,99	6512,41	6592,05	7551,52	8427
Degré d'ouverture	47%	37%	39%	37%	45%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le degré d'ouverture a baissé de 2 points de pourcentage sur les cinq dernières années pour se situer à 45% en 2016 contre 47% en 2015. Malgré la baisse, le niveau de ce taux indique que l'économie guinéenne reste extravertie puisque son degré d'ouverture se situe en moyenne à 41% sur les cinq années.

II-1-b- Balance des services

La balance des services est déficitaire de USD 655,86 millions contre un déficit de USD 425,03 millions en 2015, soit une dégradation du déficit de 54,31%.

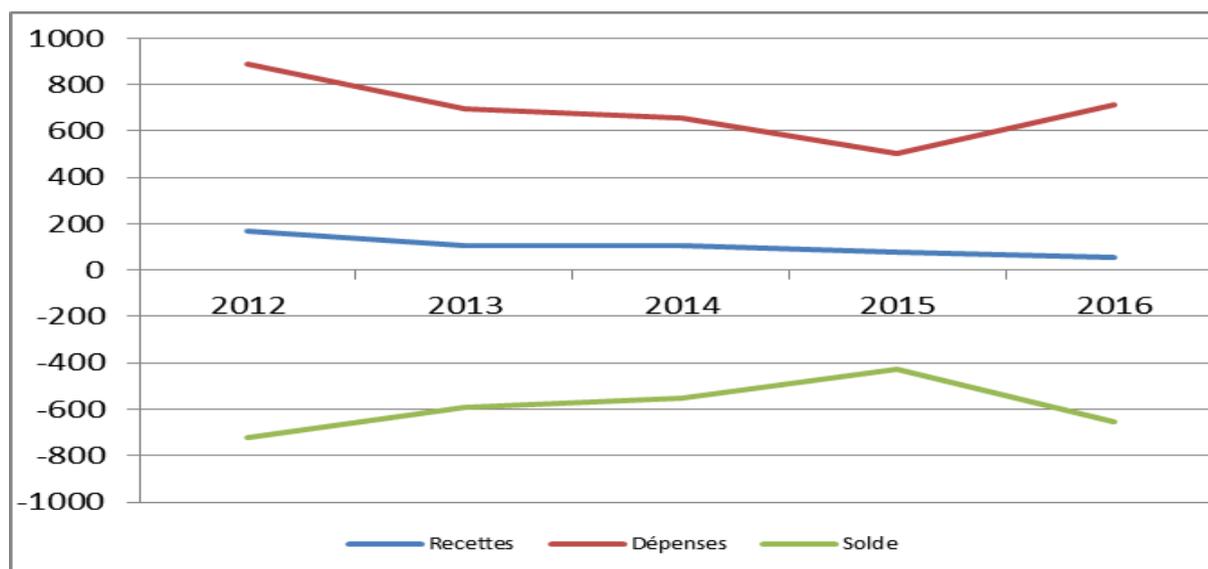
Cette dégradation de la balance des services résulte en grande partie de la hausse de la facture des services de transport maritime, du fret aérien et des services spécialisés de conseil en gestion payés aux non-résidents par les sociétés résidentes.

Les dépenses liées aux services de transport maritime sont passées de USD 212,82 millions en 2015 à USD 428,34 millions en 2016, soit une augmentation de 101,27% due essentiellement à la hausse considérable des importations FAB globales enregistrées au cours de la période sous revue.

Quant aux dépenses liées au fret aérien, elles sont passées de USD 29,02 millions en 2015 à USD 58,41 millions en 2016, soit une hausse de 101,27% due essentiellement à la reprise des vols des nouvelles compagnies aériennes étrangères (Ethiopian airline, Tunis air, Emirates) sur l'aéroport international de Conakry.

S'agissant des dépenses liées aux services spécialisés de conseils en gestion et d'études, elles se sont situées à USD 32,19 millions en 2016 contre USD 23,84 millions en 2015, soit une hausse de 34,98%.

Évolution de la balance des services (en millions de USD)



Source : Annexe 20

Dans le déficit de la balance des services, le transport maritime représente 64,15%, le transport aérien 9,15%, les services de voyage 1,2%, les services d'assurance 6,3%, les services financiers pour 8,5%, les divers services techniques reçus de l'étranger par les entreprises résidentes 5%, les autres services (communication, informatiques etc.) 5,7%.

La balance des services de transport est déficitaire de USD 483,10 millions contre un déficit de USD 241,89 millions en 2015, soit une hausse de 99,72% attribuable pour l'essentiel à la forte augmentation de la valeur des importations des biens (bateaux miniers, moteurs et pièces de recharge pour bateaux miniers) enregistrée au cours de la période sous revue. L'importance du poste transport maritime s'explique par le fait que l'essentiel du transport des marchandises générales importées par les opérateurs économiques résidents est assuré par les navires étrangers.

Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)

Année 2015									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	3,99	3,99	0	7,41	0,21	7,62	-3,63
Fret	0	0	0	0	212,82	29,02	0	241,84	-241,84
Autres	3,97	0	0	3,97	0	0,25	0	0,25	3,72
Total	3,97	0	3,99	7,96	212,82	36,68	0,21	249,71	-241,75
Année 2016									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	1,41	1,41	0	4,29	0,13	4,42	-3,01
Fret	0	0	0	0	428,34	59,02	0	487,36	-487,36
Autres	7,61	0	0	7,61	0	0,34	0	0,34	7,27
Total	7,61	0	1,41	9,02	428,34	63,65	0,13	492,12	-483,1

Source : Annexe 21

En 2016, le Port Autonome de Conakry a enregistré moins de mouvements que l'année précédente comme le montre le tableau ci-dessous :

N°	Rubrique	Année		Variation en %
		2015	2016	
1	Porte - conteneurs	223	242	8,5%
2	Chalutiers	548	536	-2,9%
3	Minéraliers	101	88	-12,9%
4	Cargos conventionnels	62	55	-11,3%
5	Rouliers	65	64	-1,5%

6	Porte-barges	1	3	200%
7	Tankers	45	47	4,4%
8	Vraquiers	43	49	13,9%
9	Navire militaire	0	4	
10	Navire Clinique	1	0	
11	Cargo réfrigérateur	17	18	5,9%
12	Navire de recherche scientifique	0	3	

Source : Port Autonome de Conakry

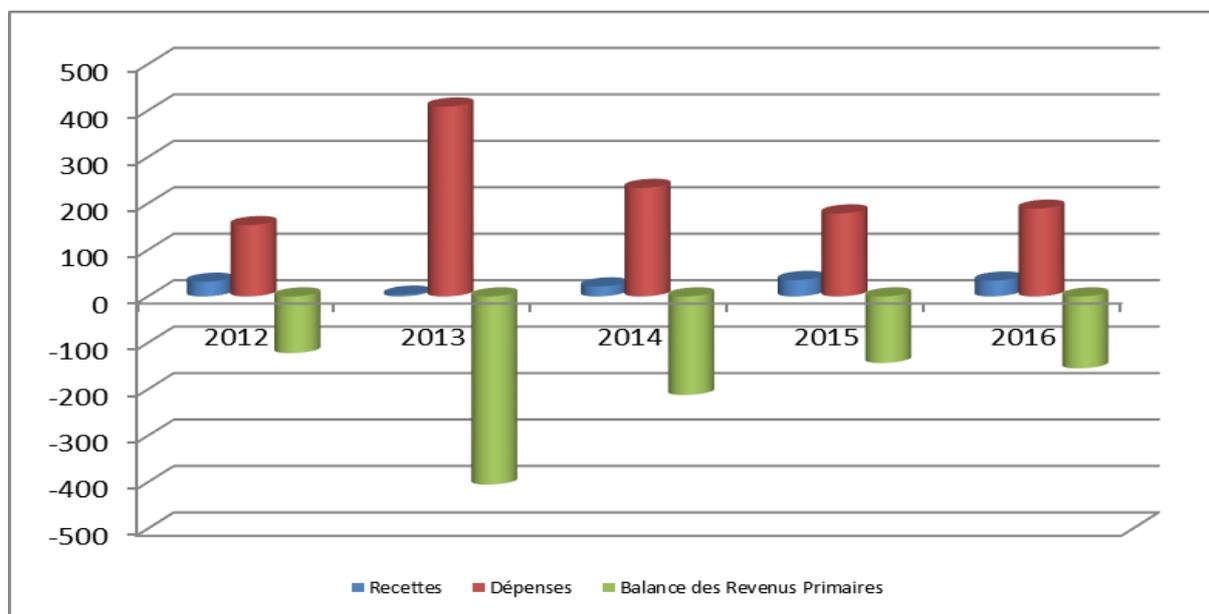
II-1-c- Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires est déficitaire de USD 154,81 millions contre un déficit de USD 143,24 millions en 2015, soit une dégradation de 8,08% due en grande partie à une légère hausse des revenus (salaires et dividendes) payés aux investisseurs et aux travailleurs non-résidents par les entreprises résidentes notamment les sociétés minières.

En effet, les rémunérations versées aux travailleurs temporaires et saisonniers non-résidents par les entreprises résidentes sont passées de USD 25,70 millions en 2015 à USD 33,87 millions en 2016, soit une hausse de 31,79% due à une accélération des activités enregistrée dans certaines grandes sociétés et projets miniers (surtout la Société Minière de Boké) au cours la période sous revue.

S'agissant des revenus (bénéfices, intérêt et dividendes) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés résidentes, ils sont passés de USD 129,27 millions en 2015 à USD 154,59 millions en 2016, soit une augmentation de 19,59%.

Évolution de la balance des revenus primaires (en millions de USD)



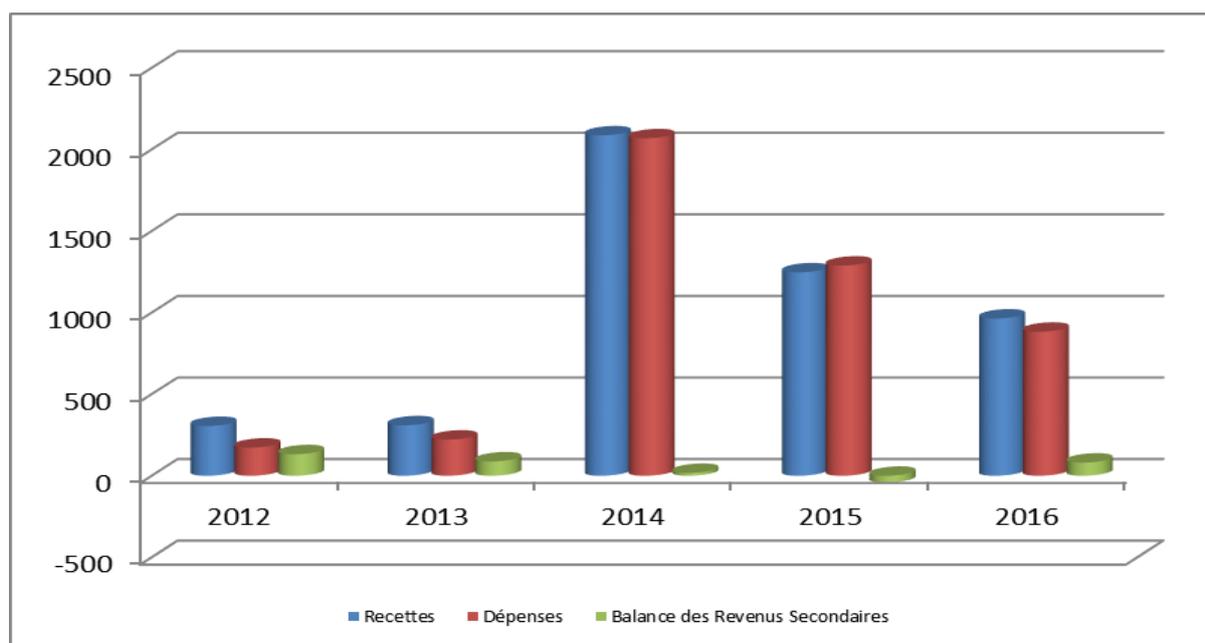
Source : Annexe 24

II-1-d- Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires est excédentaire de USD 80,84 millions contre un déficit de USD 41,32 millions en 2015.

Cette amélioration s'explique par la hausse plus marquée des transferts courants reçus de l'étranger par rapport aux transferts versés à l'étranger.

Évolution de la balance des revenus secondaires (en millions de USD)



Source : Annexe 25

II-2- Compte de capital

Le compte de capital est excédentaire de USD 164,22 millions contre un excédent de USD 230,91 millions en 2015, soit un recul de 28,88% dû en grande partie à la baisse des dons projets faits à l'État guinéen et aux ONG nationales par les partenaires financiers et bilatéraux au cours de la période sous revue.

La baisse des dons projets reçus s'expliquerait par la conjoncture économique difficile observée dans la plupart des pays partenaires de la Guinée.

Évolution de la balance du compte de capital (en millions de USD)

Compte capital	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
Crédit					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	24,75	48,5	204,72	185,95	116,02
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	0	0	132,98	33,92	7,04
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	56,59	31,33	51,27	45,67	52,44
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0	0	2,59	0,00	0,00
Total 1	81,34	79,83	258,58	231,61	168,46

Débit					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-2,89	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23
Total 2	-2,89	-1,91	-0,71	-0,70	-4,23
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	78,45	77,92	257,88	230,91	164,23

Source : Annexe 23

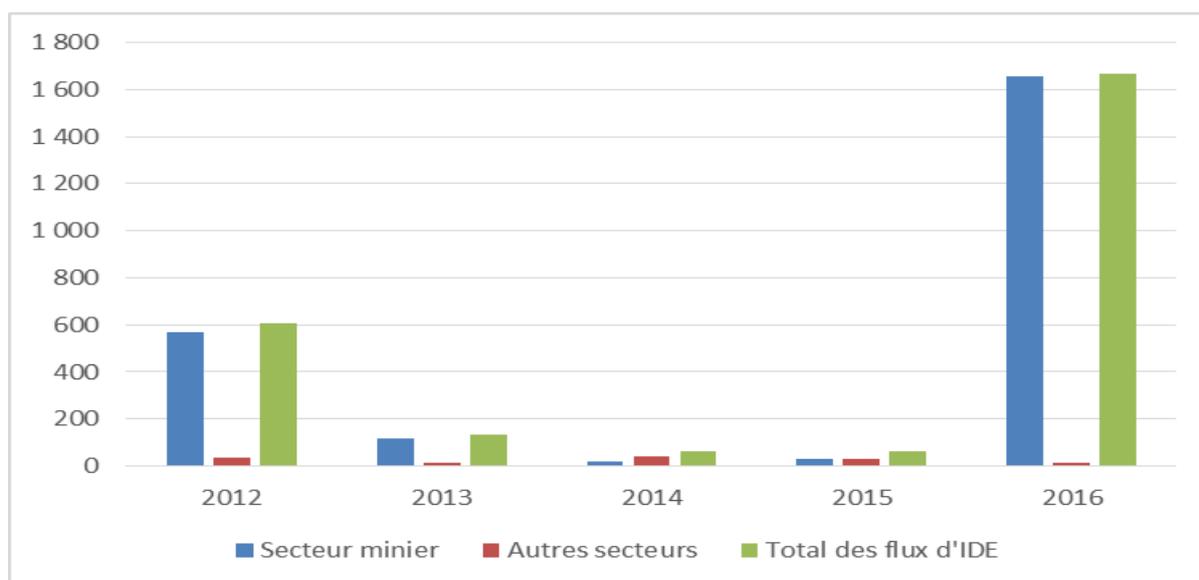
II-3- Compte d'opérations financières

Le compte financier (IDE, investissements de portefeuille, autres investissements, etc.) est excédentaire de USD 2 400,82 millions contre un excédent de USD 562,20 millions en 2015.

Cette forte amélioration de l'excédent est due en grande partie à l'augmentation des flux nets des investissements directs et des autres investissements (crédits et prêts commerciaux à court terme, avances et acomptes, etc.) enregistrés au niveau des sociétés minières notamment la Société Minière de Boké et la Société Guinea Alumina Corporation (GAC).

En effet, les flux nets des investissements directs étrangers enregistrés dans les sociétés résidentes sont passés de USD 48,23 millions en 2015 à USD 1 597,34 millions en 2016. Cette forte augmentation des flux nets d'investissements est due en grande partie à la relance des activités et la mise en œuvre des programmes et plans de renforcement des capacités des systèmes de production observée dans les sociétés minières (surtout la Société Minière de Boké et la Société Guinea Alumina Corporation) au cours de la période sous revue. Ces plans d'investissement des sociétés et projets miniers sont généralement financés par les investisseurs étrangers.

Évolution des flux des IDE par secteur d'investissement (en millions de USD)

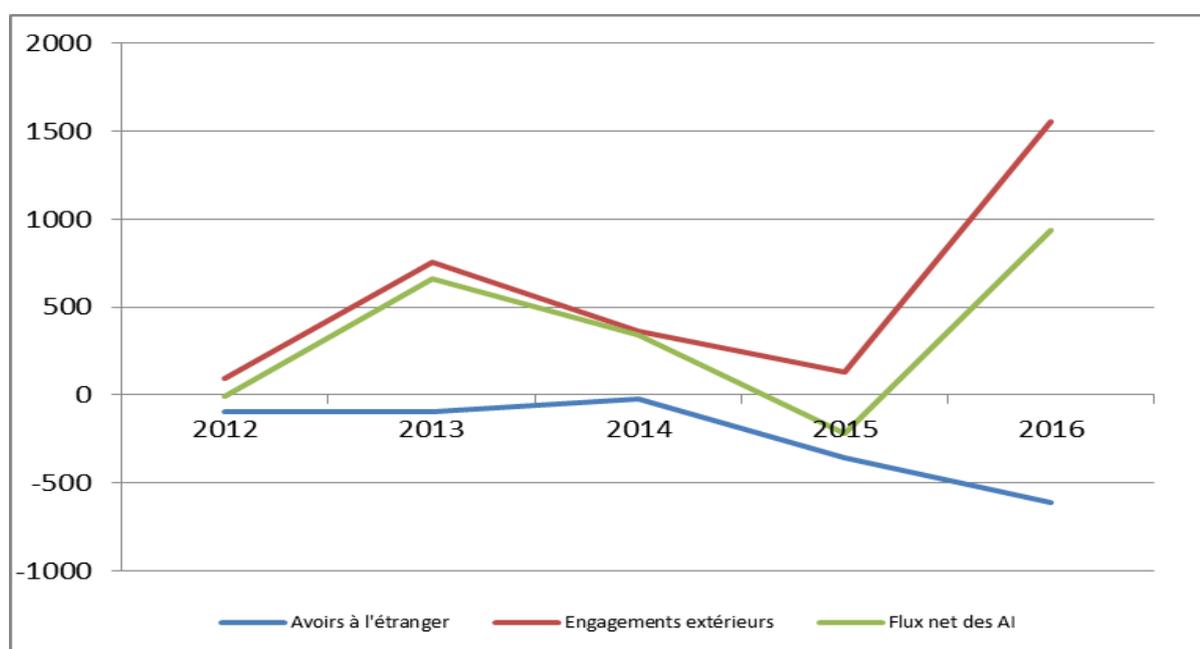


Source : Annexe 26

Quant aux flux nets des autres investissements, ils sont passés de USD 186,92 millions en 2015 à USD 981,25 millions en 2016. Cette situation s'explique par la forte augmentation des engagements inhérents aux crédits et prêts commerciaux, avances et acomptes des sociétés résidentes vis-à-vis des fournisseurs et partenaires non-résidents.

En effet, les engagements à court terme des sociétés résidentes vis-à-vis de leurs fournisseurs et partenaires non-résidents sont passés d'un remboursement de USD 125,52 millions en 2015 à une augmentation des engagements de 1 331,75 millions en 2016.

Évolution du flux net des autres investissements (en millions de USD)



Source : Annexe 27

II-4- Solde global

Les échanges extérieurs de la Guinée se sont traduits par un solde global déficitaire de USD 0,83 millions contre un déficit de USD 499,94 millions en 2015, soit une amélioration de 99,83% due à une forte entrée des flux de capitaux dans les sociétés résidentes qui a favorisé une reconstitution des réserves de change de la Banque Centrale pour une valeur de USD 208,17 millions.

Ce déficit a été financé essentiellement par :

- ✓ un tirage sur nouveaux emprunts de USD 148,26 millions;
- ✓ un rééchelonnement de dettes pour USD 7,04 millions ;
- ✓ une accumulation d'arriérés pour USD 13,06 millions.

Encadré 5 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

1. La propension à exporter

La propension à exporter mesure l'effort d'exportation du pays. Il indique la part du PIB du pays consacrée à satisfaire la demande étrangère.

$$PE = X/PIB*100$$

Tableau 1 : Évolution de la propension à exporter de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	En millions de dollars US				
Exportations des biens	1927,59	1886,26	2039,56	2883,97	2414,35
PIB courant	5743,99	6512,41	6592,02	7551,52	8427,00
Propension à exporter	34%	29%	31%	38%	29%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq dernières années, la propension à exporter de la Guinée est en moyenne de 32%. En 2016, la part du PIB consacrée à satisfaire la demande étrangère est de 29% contre 34% en 2012, soit une baisse de 5 points de pourcentage.

2. La propension à importer

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB*100$$

Tableau 2 : Évolution de la propension à importer de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	En millions de dollars US				
Importations des biens	2369,85	2139,05	2384,58	2695,05	4429,44
PIB courant	5743,99	6512,41	6592,02	7551,52	8427,00
Propension à importer	41%	33%	36%	36%	53%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Par rapport à 2012, la propension à importer a augmenté de 12 points de pourcentage. Ce qui signifie une augmentation de la dépendance de l'économie guinéenne par rapport aux autres économies.

Encadré 6 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements**1. Le marché intérieur**

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays.

$$MI = Production + M - X$$

Tableau 3 : Évolution du marché intérieur de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	<i>En millions de dollars US</i>				
PIB courant	5743,99	6512,41	6512,41	7551,52	8427,00
Importations des biens	2369,85	2139,05	2384,58	2805,71	4429,44
Exportations des biens	1927,59	1886,26	2039,56	2191,75	2414,35
Marché intérieur (absorption)	6186,25	6765,20	6857,43	8165,47	10442,09

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

Sur les cinq années, le marché intérieur s'est renforcé de 68,8%. Cet indicateur peut être rapporté au précédent pour montrer la densification progressive du marché intérieur guinéen.

2. Le Taux de pénétration du marché intérieur

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur.

$$TP = M/MI*100$$

Tableau 4 : Évolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2012 à 2016

Rubrique	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
	<i>En millions de dollars US</i>				
Importations des biens	2369,85	2139,05	2384,58	2191,75	4429,44
Marché intérieur (absorption)	6186,25	6765,20	6937,04	8165,47	10442,09
Taux de pénétration du marché intérieur	38%	38%	34%	27%	42%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Le taux de pénétration du marché intérieur a augmenté de 4 points de pourcentage sur les cinq années. Ce qui peut confirmer les deux derniers indicateurs.

II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée par nature, chaque transaction financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

II-1- Cadre institutionnel et réglementaire

L'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

II-1-a- Loi L/2014/016/AN

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi L/2014/016/AN du 02 juillet 2014 portant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Selon l'article 27 de ce statut, la Banque Centrale de la République de Guinée est l'institution chargée d'élaborer la balance des paiements et la position extérieure de la Guinée. À cet effet, tous les résidents du territoire économique de la Guinée doivent rendre compte à la Banque Centrale de toutes les opérations effectuées avec les non-résidents.

II-1-b- La loi statistique

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 13 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de répression économique ou de poursuite judiciaire, conformément à la loi L/2014/019/AN du 08 juillet 2014.

II-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB

À l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CTHBP).

Le CTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Cet organe est présidé par la Banque Centrale. Il comprend notamment les représentants de :

- ✓ la Primature ;
- ✓ la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;
- ✓ la Direction des Changes (BCRG) ;
- ✓ la Direction Nationale du Budget ;
- ✓ la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes ;
- ✓ la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;
- ✓ la Direction Nationale du Plan ;
- ✓ l'Institut National de la Statistique (INS);
- ✓ le Bureau d'Etudes et de Stratégie du Ministère des Mines et de la Géologie;
- ✓ la Direction Nationale de la Coopération ;
- ✓ la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive ;
- ✓ l'Office National du Tourisme ;
- ✓ l'Office Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture et ;
- ✓ le Cabinet du Ministère de l'Agriculture.

Ce Comité arrête et valide les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits par trimestre, suivant la 6ème édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale. Ces balances des paiements trimestrielles agrégées permettent d'obtenir la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée (www.bcr-guinee.org). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

II-2- Conventions d'enregistrement des transactions

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale publiée par le Fonds Monétaire International (FMI) en 2008.

Le manuel de la balance des paiements du FMI décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre inscrit au crédit d'un compte correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre inscrit au débit d'un compte représente une importation ou une dépense.

Dans le compte financier, un chiffre positif reflète une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif représente une augmentation des avoirs ou une diminution des engagements. Un chiffre négatif au titre des avoirs de réserve signifie une augmentation des réserves.

Pour l'établissement de la balance des paiements, les principes comptables clés portent sur le principe de la partie double, le moment d'enregistrement des opérations, l'évaluation des transactions et l'unité de compte utilisée.

II-2-a- Le principe de la partie double

Toute transaction doit donner lieu à deux inscriptions de montants égaux, l'une au crédit et l'autre au débit. Avec le principe de la partie double, la somme des montants inscrits au débit doit être égale à celle des montants inscrits au crédit. Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée par nature.

II-2-b- Le principe d'évaluation

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

II-2-c- Le principe d'unité de compte

Étant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar. Pour les montants en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

II-3- Sources des données

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par le MBP6 publié en 2008 par le FMI.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents. Il s'agit de : l'administration publique, des sociétés financières et non financières, des représentants diplomatiques et des institutions internationales.

II-3-a- L'Administration publique

- ✓ le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ✓ le Ministère du Budget ;
- ✓ le Ministère des Mines et de la Géologie ;
- ✓ le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale ;
- ✓ le Ministère du Commerce ;
- ✓ le Ministère du Tourisme ;
- ✓ le Port Autonome ;
- ✓ la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et ;
- ✓ la Direction Générale des Douanes.

II-3-b- Les sociétés financières

- ✓ la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) ;
- ✓ les banques commerciales ;
- ✓ les sociétés d'assurances et ;
- ✓ les sociétés de transferts d'argent.

II-3-c- Les sociétés non financières

- ✓ les sociétés minières ;

- ✓ les complexes hôteliers ;
- ✓ les sociétés de télécommunication ;
- ✓ les sociétés industrielles non minières ;
- ✓ les agences de voyage ;
- ✓ les sociétés de construction et BTP;
- ✓ les sociétés portuaires et aéroportuaires ;
- ✓ les universités et grandes écoles ;
- ✓ les hôpitaux et cliniques ;
- ✓ les radios et télévisions

II-3-d- Les représentations diplomatiques

- ✓ l'Ambassade de la France ;
- ✓ l'Ambassade de l'Allemagne ;
- ✓ l'Ambassade des États-Unis ;
- ✓ l'Ambassade du Mali ;
- ✓ l'Ambassade de la Chine, etc.

II-3-e- Les institutions internationales

- ✓ le Fonds Monétaire International ;
- ✓ l'Agence Française de Développement ;
- ✓ le Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- ✓ la Banque Mondiale ;
- ✓ l'Union Européenne ;
- ✓ l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- ✓ le Fonds International pour le Développement Agricole ;
- ✓ l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
- ✓ le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- ✓ l'Agence des États-Unis pour le Développement International
- ✓ le Programme Alimentaire Mondial, etc.

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'État et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.

Encadré 3 : Composantes types de la balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MPB6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après:

- ✓ **les investissements directs**, ayant pour mission un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable;
- ✓ **les investissements de portefeuille**, qui regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés**, qui sont différents des réserves ;
- ✓ **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle et qui recense toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc.;
- ✓ **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

CONCLUSION

Les statistiques monétaires et de la balance des paiements de 2016 sont produites conformément aux orientations des nouveaux manuels conçus par le Fonds Monétaire International.

Le Manuel des Statistiques Monétaires et Financières publié par le FMI en 2000 (MSMF 2000) recommande, entre autres, l'élargissement de la couverture des statistiques aux données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance, une nouvelle sectorisation de l'économie basée sur le concept d'unité institutionnelle, une nouvelle classification des actifs financiers et la présentation des données monétaires et financières en terme de flux en complément aux données en stock. À ce jour, les tableaux de passage aux formulaires de déclarations standardisés (FDS : 1SR, 2SR) ont été développés avec l'appui d'une assistance technique du FMI.

Quant au sixième manuel de la balance des paiements (MBP6), il recommande le reclassement de certaines opérations, la comptabilisation des services d'intermédiation financière dans les prêts et dépôts, une présentation plus détaillée des investissements directs étrangers. Il introduit de nouveaux concepts comme les transferts personnels et établit une concordance avec le système des comptes nationaux. Par rapport à ces nouvelles exigences, plusieurs travaux sont réalisés par la BCRG. Il s'agit, entre autres, de :

- ✓ L'élargissement du champ couvert par les enquêtes qui incluent désormais de nouvelles sources de données telles que les radios et télévisions, les cliniques et hôpitaux, les universités, la caisse nationale de sécurité sociale, les sociétés portuaires ;
- ✓ La codification de toutes les rubriques de la BDP selon le MBP6 et de tous les questionnaires en s'inspirant de la classification CITI, de la codification SDMX du FMI et de l'expérience de la BCEAO. Toutes les rubriques des supports de collecte sont pré-codifiées de manière à en assurer une imputation exacte dans la BDP;
- ✓ La finalisation des travaux de développement d'une maquette sur le tableur Excel dédiée à la compilation de la balance des paiements conformément aux recommandations du MBP6.

A ce jour, les statistiques de balance des paiements de la Guinée sont présentées conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements du FMI publié en 2008.

Pour fiabiliser et accélérer le traitement des données de la BDP, une application est en cours de développement sur une plate-forme appropriée. Avec ladite application, il sera possible de produire la BDP par secteur, par branche et par zone, en plus de la balance globale.

Quant aux statistiques monétaires et financières, elles sont présentées conformément au manuel des statistiques monétaires et financières du FMI publié en 2000. Toutefois, les données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance ne sont pas encore prises en compte.

Ces statistiques seront complètes à partir de l'année 2017 grâce à l'assistance technique qui est déjà programmée.

ANNEXES

Annexe 1: GUINEE SITUATION MONETAIRE BANQUE CENTRALE DE 2007 À 2016 (en millions de GNF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs Extérieurs Nets	-93 692	-48 180	1 721	240 920	4 533 961	2 923 394	3 165 508	3 276 795	1 290 312	25 030 680
Or	65 511	65 511	33 254	41 284	87 714	90 830	61 220	62 998	719 393	62 611
FMI	-406 635	-366 080	-335 482	-1 251 408	-1 405 224	-1 496 358	-1 705 201	-2 038 939	-2 365 756	-2 861 850
Avoirs en DTS	27 208	15 983	5 360	718 263	666 692	840 572	1 044 564	1 678 300	1 614 795	1 798 701
Autres Avoirs de Change	289 225	302 825	341 900	783 785	5 301 217	3 552 929	3 832 148	3 691 876	1 354 936	3 614 993
Engagements à Court Terme	-69 001	-66 419	-43 311	-51 004	-116 438	-64 579	-67 223	-117 440	-33 056	-83 775
Avoirs Intérieurs Nets	1 892 400	1 992 037	2 032 851	6 740 809	2 091 486	3 507 084	4 275 338	5 244 123	7 448 588	7 565 889
Créances nettes sur l'État	1 827 122	1 888 195	1 925 912	6 455 738	1 598 179	3 466 631	4 396 976	5 341 208	7 353 261	7 462 347
Crédits aux Entreprises publiques	1 037	1 093	1 093	28 958	35 713	22 103	15 003	7 367	1 568	205
Crédits au Secteur Privé	166 045	156 904	146 465	6 163	1 038	43 381	49 966	46 431	114 613	116 990
Crédits aux banques	55 672	21 970	24 014	0	0	0	0	0	0	0
Fonds régulation monétaire	-273 000	-145 000	-195 000	0	0	0	0	0	0	0
Autres Postes nets	115 524	68 875	130 367	249 950	456 556	-25 031	-186 607	-150 883	-20 854	-13 653
Base Monétaire	1 798 708	1 943 857	2 034 572	6 981 729	6 625 447	6 430 478	7 440 846	8 520 918	8 738 900	10 096 569
Circulation fiduciaire	1 333 535	1 396 415	1 509 479	3 987 511	3 261 844	3 705 537	4 052 007	4 322 988	5 178 033	5 608 027
Réserves des Banques	460 514	542 850	515 849	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 375
Autres dépôts	4 659	4 592	9 244	33 376	87 934	254 164	417 802	408 073	464 994	686 167

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2007 À 2016 (en millions de GNF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs Extérieurs Nets	529 723	943 945	609 300	524 088	379 174	1 598 598	1 344 746	127 668	502 316	499 450
Avoirs	653 987	1 125 215	763 568	851 302	1 531 601	2 005 790	1 689 683	1 008 841	1 302 027	1 496 239
Engagements	124 264	181 270	154 268	327 214	1 152 427	407 192	344 937	881 173	799 711	996 789
Créances sur BCRG	680 384	745 710	1 882 164	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 375
Créances	-6 206	-55 181	-2 475	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	163 000	264 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	523 590	536 891	1 884 639	2 960 842	3 275 669	2 470 777	2 971 037	3 789 857	3 095 874	3 802 375
Dépôts	421 570	433 513	1 720 296	2 839 274	2 855 202	2 075 732	2 558 011	3 153 440	2 391 663	2 751 009
Encaisses	102 020	103 378	164 343	121 568	420 467	395 045	413 026	636 417	704 211	1 051 366
Crédit intérieur net	1 077 773	1 689 780	1 828 592	3 589 120	5 425 141	4 746 502	6 093 486	7 925 378	9 966 056	10 701 599
Créances nettes sur l'État	253 981	713 620	698 661	1 913 224	2 206 072	1 673 208	1 907 534	1 942 283	2 457 370	2 682 792
Crédits aux Entreprises publiques	7	1 097	457	42 644	58 207	48 085	89 696	62 496	39 931	9 824
Crédits au secteur privé	823 785	975 064	1 129 474	1 633 252	3 160 862	3 025 209	4 096 256	5 920 599	7 468 755	8 008 983
Créances saines	738 315	886 514	1 020 918	1 540 774	3 069 967	2 900 139	3 873 635	5 622 681	7 093 256	7 373 356
Créances compromises	85 470	88 550	108 556	92 478	90 895	125 070	222 621	297 918	375 499	635 627
Autres Postes nets	-316 715	-339 177	-525 401	-727 011	-1 104 113	-1 325 723	-1 811 536	-1 902 155	-1 562 929	-1 903 004
Autres créances	275 475	346 645	304 907	418 974	639 481	763 840	865 812	963 369	1 663 248	1 855 188
Correspondants	27	31 268	11 514	29 380	98 509	53 122	104 200	100 282	107 000	194 080
Immobilisations	150 857	195 630	238 859	320 035	421 001	519 677	645 642	797 857	931 293	1 087 345
Divers	124 591	119 747	54 534	69 559	119 971	191 041	115 970	65 230	624 955	573 763
Autres Dettes	-592 190	-685 823	-830 308	-1 145 985	-1 743 594	-2 089 563	-2 677 348	-2 865 524	-3 226 177	-3 758 192
Correspondants	-12 700	-20 279	-6 085	-21 190	-33 766	-45 135	-250 696	-39 432	-79 904	-71 291
Fonds Propres	-400 676	-464 329	-518 269	-758 582	-1 162 328	-1 437 552	-1 607 365	-1 881 761	-2 222 195	-2 713 366
Divers	-178 814	-201 214	-305 954	-366 213	-547 500	-606 876	-819 287	-944 331	-924 078	-973 535
Dépôts du secteur privé	1 971 165	3 040 258	3 794 655	6 347 038	7 975 871	7 490 154	8 597 733	9 940 748	12 001 317	13 100 420
Dépôts à vue en GNF	969 728	1 424 405	2 582 138	4 785 300	5 490 842	4 529 989	5 170 892	6 425 160	7 810 059	8 390 220
Dépôts à terme en GNF	134 026	274 052	152 697	193 508	281 774	490 108	870 849	1 229 395	1 203 752	1 240 598
Dépôts en devis	867 411	1 341 801	1 059 820	1 368 230	2 203 255	2 470 057	2 555 992	2 286 193	2 987 506	3 469 602

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2007 À 2016 (en milliards de GNF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS EXTERIEURS NETS	386,06	889,15	1 084,71	765,01	4 913,14	4 521,99	4 510,25	3 404,46	1 792,63	3 030,13
Banque Centrale	-143,66	-54,79	475,41	240,92	4 533,96	2 923,39	3 165,51	3 276,80	1 290,31	2 530,68
<i>dont réserves de change en millions USD</i>	<i>45,21</i>	<i>70,07</i>	<i>343,82</i>	<i>253,67</i>	<i>854,16</i>	<i>643,40</i>	<i>704,83</i>	<i>751,72</i>	<i>460,92</i>	<i>274,32</i>
Banque de Dépôts	529,72	943,95	609,30	524,09	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32	499,45
AVOIRS INTERIEURS NETS	3 012,18	3 838,02	4 860,42	9 602,92	6 412,51	6 927,86	8 557,29	11 267,35	15 851,72	16 364,48
Créances nettes sur l'État à la BCRG	1 831,40	2 220,45	3 448,71	6 455,74	1 598,18	3 466,63	4 396,98	5 341,21	7 353,26	7 462,35
Créances nettes sur l'État dans les Banques	253,98	713,62	698,66	1 913,22	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37	2 682,79
Crédits aux Entreprises Publiques	25,14	50,38	42,72	71,60	93,92	70,19	104,70	69,86	41,50	10,03
Crédits au Secteur Privé	949,97	986,97	1 140,37	1 639,42	3 161,90	3 068,59	4 146,22	5 967,03	7 583,37	8 125,97
Autres Postes nets	-48,31	-133,40	-470,05	-477,06	-647,56	-1 350,75	-1 998,14	-2 053,04	-1 583,78	-1 916,66
MASSE MONETAIRE	3 398,24	4 727,17	5 945,12	10 367,93	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,61
Monnaie en circulation	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,03
Dépôts à vue GNF	978,23	1 455,64	2 607,31	4 816,40	5 578,78	4 784,15	5 588,69	6 833,23	8 275,05	8 495,93
Dépôts à terme GNF	134,03	274,05	152,70	193,51	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75	1 240,60
Dépôts en devises	867,80	1 345,48	1 065,08	1 370,51	2 203,26	2 470,06	2 555,99	2 286,19	2 987,51	4 050,06

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2007 À 2016 (en milliards de GNF)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Base monétaire	1 950,66	2 223,81	4 035,11	6 981,73	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,57
Monnaies en circulation	1 418,18	1 652,01	2 120,04	3 987,51	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,03
Réserves des banques de dépôt	523,59	536,89	1 884,64	2 960,84	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,40
Réserves obligatoires	187,26	288,82	360,49	602,97	433,91	1 647,83	1 891,50	1 988,15	2 160,24	2 358,10
Réserves excédentaires	234,31	144,69	1 359,80	2 236,31	2 884,54	427,90	666,51	1 165,29	231,43	392,90
Encaisses	102,02	103,38	164,34	121,57	-42,78	395,05	413,03	636,42	704,21	1 051,40
Dépôts du secteur privé	8,89	34,91	30,43	33,38	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99	686,20

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 5 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE 2016 (en millions de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Avoirs Extérieurs Nets	1 162 498	1 224 327	1 474 938	1 574 212	1 767 347	2 014 718	2 170 138	2 232 431	2 452 362	2 464 118	2 388 072	2 530 680
Or	719 393	719 393	718 697	125 133	43 316	43 288	43 288	43 288	68 068	68 068	71 817	62 611
FMI	-2 365 756	-2 737 502	-2 688 576	-2 684 731	-2 668 208	-2 672 985	-2 666 841	-2 704 185	-2 701 623	-2 692 760	-2 847 531	-2 861 850
Avoirs en DTS	1 614 795	1 841 717	1 603 605	1 601 312	1 592 515	1 594 320	1 590 655	1 612 986	1 611 459	1 606 732	1 789 702	1 798 701
Autres avoirs de change	1 234 370	1 559 440	1 931 990	2 575 755	2 857 250	3 113 231	3 265 228	3 341 013	3 543 885	3 555 583	3 445 076	3 614 993
Engagements à Court Terme	-40 304	-158 721	-90 778	-43 257	-57 526	-63 136	-62 192	-60 671	-69 427	-73 505	-70 992	-83 775
Avoirs Intérieurs Nets	7 790 057	7 639 612	7 311 858	7 726 760	8 048 202	7 309 560	7 158 555	7 645 277	7 494 949	7 324 747	7 618 335	7 565 886
Créances nettes sur l'Etat	7 539 711	7 324 859	6 999 363	7 351 191	7 495 827	7 224 743	7 119 807	7 572 155	7 369 793	7 183 330	7 548 256	7 462 347
Crédits aux entreprises publiques	1 568	1 568	1 732	1 722	1 722	205	205	205	205	205	205	205
Crédits au secteur privé	115 131	116 622	116 192	116 356	116 425	116 570	116 573	116 594	116 759	116 765	116 955	116 990
Crédits aux banques	0	0	0	390 000	505 000	0	0	0	0	0	0	0
Autres postes nets	133 647	196 563	194 571	-132 509	-70 772	-31 957	-78 029	-43 676	8 192	24 447	-47 081	-13 656
Base Monétaire	8 952 555	8 863 939	8 786 796	9 300 972	9 815 549	9 324 277	9 328 693	9 877 708	9 947 311	9 788 865	10 006 407	10 096 566
Circulation fiduciaire	5 183 340	5 278 031	5 576 355	5 728 679	5 864 374	6 070 403	5 789 153	5 603 096	5 607 695	5 468 524	5 387 500	5 608 027
Réserves des Banques	3 256 157	3 048 265	2 616 893	2 964 555	3 318 501	2 672 310	2 927 278	3 636 345	3 715 233	3 599 653	3 914 927	3 802 372
Autres dépôts	513 058	537 643	593 548	607 738	632 675	581 564	612 262	638 267	624 383	720 688	703 980	686 167

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 6 : GUINEE SITUATION MONETAIRE DES BANQUES 2016 (en millions de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Avoirs Extérieurs Nets	321 645	545 494	809 724	1 073 971	1 121 181	918 162	1 271 892	820 770	721 342	587 139	394 458	594 532
Avoirs	1 613 176	1 845 336	2 014 845	2 182 007	2 136 557	1 936 266	2 407 350	1 770 747	1 662 568	1 565 871	1 438 689	1 496 237
Engagements	1 291 531	1 299 842	1 205 121	1 108 036	1 015 377	1 018 104	1 135 458	949 977	941 226	978 732	1 044 231	901 705
Créances sur BCRG	3 256 157	3 048 265	2 616 893	2 574 555	2 813 501	2 672 310	2 927 278	3 636 345	3 715 233	3 599 653	3 914 927	3 802 372
Créances	0	0	0	-390 000	-505 000	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	3 256 157	3 048 265	2 616 893	2 964 555	3 318 501	2 672 310	2 927 278	3 636 345	3 715 233	3 599 653	3 914 927	3 802 372
Crédit intérieur net	10 522 379	10 524 220	10 285 382	10 040 767	9 532 228	9 619 467	9 580 745	9 791 750	9 946 815	10 122 182	10 407 659	10 701 599
Créances nettes sur l'Etat	2 256 252	2 225 473	2 132 169	2 371 342	2 196 377	2 156 716	2 011 966	2 039 559	2 284 742	2 374 666	2 514 390	2 682 792
Crédits aux entreprises publiques	35 508	30 639	24 501	15 066	11 610	6 184	3 812	9 240	8 910	9 391	9 591	9 824
Crédits au secteur privé	8 230 619	8 268 108	8 128 712	7 654 359	7 324 241	7 456 566	7 564 967	7 742 951	7 653 163	7 738 125	7 883 678	8 008 983
Autres postes nets	-1 559 061	-1 621 624	-1 680 773	-1 757 972	-1 520 688	-1 526 272	-1 598 850	-2 086 075	-1 975 324	-1 882 115	-1 949 268	-1 998 083
Dépôts du secteur privé	12 541 120	12 496 355	12 031 226	11 931 321	11 946 222	11 683 667	12 181 065	12 162 790	12 408 066	12 426 859	12 767 776	13 100 420
Dépôts à vue en GNF	7 887 986	7 730 796	7 438 918	7 227 998	7 411 715	7 257 923	7 686 547	7 781 513	8 001 924	7 898 808	8 220 550	8 390 220
Dépôts à terme en GNF	1 238 770	1 210 693	1 136 907	1 088 923	1 000 963	971 454	1 003 424	1 025 720	1 052 153	1 144 991	1 201 997	1 240 598
Dépôts en devises	3 414 364	3 554 866	3 455 401	3 614 400	3 533 544	3 454 290	3 491 094	3 355 557	3 353 989	3 383 060	3 345 229	3 469 602

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 7 : BASE MONETAIRE 2016 (en milliards de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Base monétaire	8 952,56	8 863,94	8 786,80	9 300,97	9 815,55	9 324,28	9 328,69	9 877,71	9 947,31	9 788,87	10 006,41	10 096,57
Monnaies en circulation	5 183,34	5 278,03	5 576,36	5 728,68	5 864,37	6 070,40	5 789,15	5 603,10	5 607,70	5 468,52	5 387,50	5 608,03
Réserves des banques	3 256,16	3 048,27	2 616,89	2 964,56	3 318,50	2 672,31	2 927,28	3 636,35	3 715,23	3 599,65	3 914,93	3 802,37
Reserves obligatoires	2 257,40	2 249,34	2 165,62	2 147,64	2 150,32	2 103,06	2 192,59	2 189,30	2 233,45	2 236,83	2 298,20	2 358,08
Reserves excedentaires	369,36	222,56	-65,05	270,00	538,66	-37,87	-44,07	585,78	717,30	471,53	596,38	392,93
Encaisses	629,40	576,37	516,33	546,92	629,52	607,12	778,76	861,27	764,48	891,29	1 020,35	1 051,36
Autres dépôts	513,06	537,64	593,55	607,74	632,67	581,56	612,26	638,27	624,38	720,69	703,98	686,17

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE 2016 (en milliards de GNF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 484,14	1 769,82	2 284,66	2 648,18	2 888,53	2 932,88	3 442,03	3 053,20	3 173,70	3 051,26	2 782,53	3 125,21
Banque Centrale	1 162,50	1 224,33	1 474,94	1 574,21	1 767,35	2 014,72	2 170,14	2 232,43	2 452,36	2 464,12	2 388,07	2 530,68
(en millions de dollars)	131,73	137,56	164,46	176,64	197,60	224,24	241,13	245,60	270,52	271,86	262,50	274,32
Banque de dépôts	321,65	545,49	809,72	1 073,97	1 121,18	918,16	1 271,89	820,77	721,34	587,14	394,46	594,53
AVOIRS INTERIEURS NETS	16 753,38	16 542,21	15 916,47	15 619,56	15 554,74	15 402,75	15 140,45	15 350,95	15 466,44	15 564,81	16 076,73	16 269,40
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	7 539,71	7 324,86	6 999,36	7 351,19	7 495,83	7 224,74	7 119,81	7 572,16	7 369,79	7 183,33	7 548,26	7 462,35
Créances nettes sur l'Etat dans les Banques	2 256,25	2 225,47	2 132,17	2 371,34	2 196,38	2 156,72	2 011,97	2 039,56	2 284,74	2 374,67	2 514,39	2 682,79
Créances sur les Entreprises Publiques	37,08	32,21	26,23	16,79	13,33	6,39	4,02	9,44	9,11	9,60	9,80	10,03
Créances sur le Secteur Privé	8 345,75	8 384,73	8 244,90	7 770,72	7 440,67	7 573,14	7 681,54	7 859,55	7 769,92	7 854,89	8 000,63	8 125,97
Autres Postes nets	-1 425,41	-1 425,06	-1 486,20	-1 890,48	-1 591,46	-1 558,23	-1 676,88	-2 129,75	-1 967,13	-1 857,67	-1 996,35	-2 011,74
MA S S E MONETAIRE	18 237,52	18 312,03	18 201,13	18 267,74	18 443,27	18 335,63	18 582,48	18 404,15	18 640,14	18 616,07	18 859,26	19 394,61
Monnaie en circulation	5 183,34	5 278,03	5 576,36	5 728,68	5 864,37	6 070,40	5 789,15	5 603,10	5 607,70	5 468,52	5 387,50	5 608,03
Dépôts à vue gnf	7 940,30	7 806,82	7 496,69	7 309,37	7 511,18	7 298,22	7 746,07	7 848,67	8 084,79	8 038,26	8 329,37	8 495,93
Dépôts à terme gnf	1 238,77	1 210,69	1 136,91	1 088,92	1 000,96	971,45	1 003,42	1 025,72	1 052,15	1 144,99	1 202,00	1 240,60
Dépôts en devises	3 875,11	4 016,49	3 991,18	4 140,77	4 066,75	3 995,56	4 043,83	3 926,67	3 895,50	3 964,30	3 940,39	4 050,06

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 9 : Évolution de la balance des paiements (format MBP5) de 2009 à 2014

DESCRIPTION (BMP5)	Évolutions annuelles					
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	<i>Montant en millions de dollar us</i>					
A. Compte des transactions courantes	-403,46	-326,93	-1 161,37	-1 038,62	-1 160,95	-1 188,65
Exportation f.a.b	1 049,72	1 471,17	1 432,72	1 927,59	1 886,26	2 039,56
Importations f.a.b	-1 060,09	-1 404,92	-2 105,57	-2 253,96	-2 139,05	-2384,58
Balance commerciale	-10,37	66,25	-672,85	-326,37	-252,79	-345,02
Services: crédit	72,50	62,41	77,38	168,66	103,53	108,43
Services: débit	-331,07	-395,53	-571,98	-891,38	-694,38	-657,26
Balance des services	-258,57	-333,12	-494,60	-722,72	-590,85	-548,83
Revenus: crédit	22,17	14,93	22,24	31,54	3,64	11,82
Revenus: débit	-190,41	-92,04	-155,63	-153,52	-408,80	-295,96
Balance des revenus	-168,24	-77,11	-133,39	-121,98	-405,16	-284,14
Transferts courants: crédit	85,25	83,80	407,46	305,30	309,68	584,38
Transferts courants: débit	-51,53	-66,75	-267,99	-172,85	-221,83	-595,04
Balance des transferts courants	33,72	17,05	139,47	132,45	87,85	-10,66
B. Compte de capital	39,53	47,30	139,67	248,36	243,75	95,85
Compte de capital: crédit	39,53	49,70	143,84	251,25	245,66	95,91
Compte de capital: débit	0,00	-2,40	-4,17	-2,89	-1,91	-0,06
Total, groupes A et B	-363,93	-279,63	-321,70	-790,26	-917,20	-1092,80
C. Comptes des opérations financières	424,14	206,64	1692,03	594,24	644,76	843,60
Investissements directs de l'économie à l'étranger	0,00	0,00	-1,47	-2,92	-1,06	-0,79
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	140,85	101,35	956,12	606,47	133,96	30,87
Investissements de portefeuille: avoirs	0,00	-0,11	211,63	-3,08	0	0
Investissements de portefeuille: engagements	0,00	1,42	0,00	0,00	0	0
Autres investissements: avoirs	56,13	-77,39	-186,51	-98,37	-98,70	-105,02
Autres investissements: engagements	227,16	181,37	712,26	92,14	610,56	918,54
Total, groupes A, B et C	60,21	-72,99	670,33	-196,02	-272,44	-249,20
D. Erreurs et omissions, nettes	-0,04	-0,02	5,75	1,29	0,88	-0,24
Total, groupes A, B, C et D (Solde global)	60,17	-73,01	676,08	-194,73	-271,56	-249,44
E. Financement du global	-60,17	73,01	-676,08	194,73	271,56	249,44
Avoirs de réserve	-93,46	13,43	-642,95	-31,92	-50,60	42,36
Utilisation des crédits et des prêts du FMI	5,00	-8,98	-5,97	-2,00	0,00	0
Financements exceptionnels	28,29	67,14	-27,16	228,65	322,16	207,08
Pour mémoire						
<i>PIB à prix courants en millions de USD</i>	4 561,5	4 500,5	4 659,2	5 681,0	6 512,4	7 258,8
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	99,02%	104,72%	68,04%	85,52%	88,18%	85,53%
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	85%	70%	68%	74%	70%	79,90%
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	43%	31%	42%	38%	22%	19,21%
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	27,50%	29%	25%	27%	23%	27,89%
<i>Compte courant en % du PIB</i>	-8,84%	-7,26%	-24,93%	-18,28%	-17,83%	-16,38%
<i>Solde global en % du PIB</i>	1,32%	-1,62%	14,51%	-3,43%	-4,17%	-3,44%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	164,47	253,67	852,01	637,27	696,74	777,17
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	1,41	0,42	3,82	2,43	2,95	3,07
<i>Service de la dette en millions de USD</i>	196,2	131,7	200,6	257,39	256,74	256,72
<i>Encours de la dette (en millions de USD)</i>	3 048,30	3 061,70	2 987,70	1 305,20	2 806,33	2 889,23
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	66,83%	68,03%	64,12%	22,97%	43,09%	39,50%
<i>Importations CAF</i>	1 148,13	1 610,37	2 393,45	2 506,97	2 435,44	2 680,76

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 9 : Évolution de la balance des paiements (format MBP6) de 2014 à 2016

Libellé poste	Année		
	2014	2015	2016
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-981,66	-1 020,20	-2 744,92
Crédit	4 238,40	3 142,02	3 469,53
Débit	5 220,07	4 162,22	6 214,46
1. Balance commerciale	-306,08	-410,61	-2 015,09
Crédit	2 066,34	1 781,15	2 414,35
Exportations f.à b.	2 038,15	1 758,59	1 402,43
Exportations nettes de biens dans le cadre du n.i	28,19	22,56	51,00
Or non monétaire			960,92
Débit	2 372,42	2 191,75	4 429,44
Importations f.a.b	2 372,42	2 191,75	4 429,44
2. Balance des services	-481,19	-425,03	-655,86
Crédit	63,91	78,26	56,99
Transport	0,38	7,98	9,00
Autres	63,53	70,27	47,99
Débit	545,10	503,29	712,85
Transport	283,05	249,88	492,10
Autres	262,05	253,42	220,75
3. Revenus primaires	-212,22	-143,24	-154,81
Crédit	21,50	35,46	34,10
Débit	233,71	178,71	188,91
4. Revenus secondaires	17,82	-41,32	80,84
Crédit	2 086,66	1 247,15	964,10
Débit	2 068,84	1 288,47	883,26
B. Compte de capital n.i.a	257,88	230,91	164,22
Crédit	258,58	231,61	168,45
Débit	0,71	0,70	4,23
D. Compte financier n.i.a	435,21	289,83	2 579,74
1. Investissement direct n.i.a	77,06	48,23	1 597,34
2. Investissement de portefeuille n.i.a	16,44	54,68	1,15
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	341,72	186,92	981,25
F. Erreurs et omissions nettes	34,02	-0,48	0,14
E. Solde global à financer	-254,56	-499,94	-0,83
G. Financement du solde global	254,56	499,94	0,83
Avoirs de réserve	-37,68	250,61	-208,17
Crédits et prêts du FMI	18,83	39,01	40,64
Financement exceptionnel	273,40	210,32	168,35
Tirages sur nouveaux emprunts	135,44	182,72	148,26
Remises de dettes	0,00	2,26	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	132,98	24,21	7,04
Accumulation d'arriérés	4,99	1,13	13,06
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Annulations d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Dons reçus bonification du FMI	0,00	0,00	0,00
Remboursement d'arriérés	0,00	0,00	0,00
Pour mémoire			
<i>PIB à prix courants en millions de USD*</i>	<i>7 258,8</i>	<i>6 726,4</i>	<i>8 427,0</i>
<i>Taux de couverture des exportations des biens/ importations des biens</i>	<i>87,10%</i>	<i>81,27%</i>	<i>54,51%</i>
<i>Part du secteur minier dans le total des exportations des biens</i>	<i>79,90%</i>	<i>88,70%</i>	<i>89,75%</i>
<i>Part du couple bauxite-alumine dans les exportations des biens</i>	<i>19,21%</i>	<i>78,50%</i>	<i>85,00%</i>
<i>Part des produits pétroliers dans les importations des biens</i>	<i>27,89%</i>	<i>26,60%</i>	<i>28,00%</i>

<i>Compte courant en % du PIB</i>	-13,52%	-15,17%	-32,57%
<i>Solde global en % du PIB</i>	-3,51%	-7,43%	-0,01%
<i>Réserves brutes de change en millions de USD</i>	777,17	465,41	614,65
<i>Réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services</i>	3,20	2,07	1,43
<i>Service de la dette en millions de USD**</i>	256,72	18,80	18,80
<i>Encours de la dette (en millions USD)***</i>	2 889,23	468,25	1 873,00
<i>Encours de la dette en % du PIB</i>	39,80%	6,96%	22,23%
<i>Importations CAF</i>	2 655,46	2 441,63	4 921,54

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2010 à 2016

Rubrique	Année						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Volume en millions kg						
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	34,56	77,02	26,58	29,92	33,18	59,93	68,20
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	7,55	6,67	9,39	9,65	8,89	14,68	18,86
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,36	0,16	0,60	0,97	0,41	0,20	0,05
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	103,04	23,55	14,66	24,09	1 023,94	42,07	54,06
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)							
dont: OR (en millions g)	22,17	15,78	20,93	22,58	25,05	19,59	29,96
dont: DIAMANTS (en millions carat)	1,15	0,29	0,41	0,20	0,16	0,17	0,11
dont: Bauxite (en millions tonnes métriques)	2 733,50	3 202,90	3 270,43	15 305,82	19 832,26	19 289,34	20 897,29
dont: Aluminium (en millions tonnes métriques)	0,07	19,74	3,53	0,00	0,00	0,00	0,00
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets...)	116,89	68,40	30,13	44,38	19,87	8,72	9,67
Les autres produits exportations	0,37	0,42	1,50	0,38	1,01	0,33	1,26
Les divers (objets...)	631,99	612,44	214,20	409,00	198,59	57,21	62,49
Total	3 628,73	4 013,89	3 575,33	15 829,20	21 125,83	19 475,60	21 111,88

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2010 à 2016

Rubrique	Année						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur en millions USD						
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	18,01	43,30	16,73	18,00	82,44	60,36	80,89
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	3,14	3,04	5,18	6,56	13,23	19,67	29,36
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,11	0,07	0,66	0,84	0,45	0,11	0,04
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	73,75	28,42	297,34	36,79	51,54	44,14	121,10
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)*	878,30	976,86	1 155,79	1 468,69	1 615,20	2 341,08	2 016,30
dont: OR	800,94	826,85	1 024,67	939,46	947,29	671,83	1 111,17
dont: DIAMANTS	33,15	35,66	39,04	36,19	28,03	18,17	22,14
dont: Bauxite	35,95	46,24	43,57	436,07	595,37	1 703,32	882,99
dont: Aluminium	0,02	5,04	0,77	0,00	0,00	0,00	0,00
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets.)	4,22	5,53	2,13	2,13	1,69	1,14	2,30
Les autres produits exportations	0,14	1,84	2,95	2,07	7,64	51,75	35,44
Les divers (objets...)	493,50	373,65	446,80	351,18	267,37	264,92	128,94
Total	1 471,17	1 432,72	1 927,59	1 886,26	2 039,56	2 783,15	2 414,36

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2011 à 2016

Rubrique	Année					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Volume en millions kg					
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande etc.)	891,90	920,98	1 472,01	1 319,75	1 163,02	1 234,32
dont: Riz	451,47	529,02	458,35	620,57	545,29	644,20
Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls, etc.)	901,60	772,86	1 313,47	986,32	997,73	1 149,19
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, etc.)	43,29	45,41	78,16	35,88	47,01	56,58
Les matériels électriques (groupe électrogènes, etc.)	34,29	34,52	35,10	38,18	44,45	35,35
Les appareils de radio, télévision et accessoires	6,36	5,24	4,93	4,87	4,87	3,52
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules etc.)	103,28	114,81	285,86	99,14	129,64	128,56
Le tabac manufacturé	9,93	9,19	10,08	10,40	8,43	8,36
Les produits textiles et accessoires	22,14	20,97	26,95	24,39	29,61	38,21
Les articles d'habillement	32,48	33,72	32,62	37,22	43,84	43,98
Les cuirs travaillés et chaussures	33,97	22,78	24,38	31,96	29,36	28,16
Les produits du travail de bois (feuilles de placage etc.)	4,89	8,88	8,07	8,13	7,29	5,05
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	9,72	9,67	12,03	14,22	15,58	18,04
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux etc.)	4,72	5,58	3,73	4,79	3,94	5,20
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, etc.)	153,58	148,57	296,08	129,94	146,11	156,82
Les produits plastiques (pneumatiques neufs etc.)	22,54	23,08	24,68	28,68	29,00	37,59
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique etc.)	751,42	900,07	1 177,45	978,86	1 068,75	1 107,72
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	64,61	82,76	86,51	103,24	126,16	114,67
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières etc.)	34,39	45,16	37,26	40,42	49,34	48,69
Les matériels informatiques et bureautiques	0,63	0,99	0,75	1,01	1,28	1,04
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	2,10	1,10	1,86	2,60	2,67	1,42
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	16,07	16,34	15,58	18,66	93,90	22,66
Les produits divers	72,67	94,59	552,67	314,62	367,63	342,29
Total	3 216,58	3 317,27	5 500,25	4 233,29	4 409,62	4 587,40

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2011 à 2016

Rubrique	Année					
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	Valeur en millions US					
Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, etc.)	382,64	397,84	468,67	561,69	506,99	616,70
dont: Riz	139,06	239,70	239,77	284,63	250,97	252,84
Les produits pétroliers (essence, gazoles, etc.)	663,05	542,60	519,97	619,73	458,18	402,11
Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours etc.)	277,62	361,99	214,31	159,78	164,86	2 186,48
Les matériels électriques (groupe électrogènes, etc.)	60,02	101,15	82,86	156,25	79,02	60,38
Les appareils de radio, télévision et accessoires	33,23	29,02	51,65	52,64	30,63	30,29
Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, etc.)	151,90	180,77	127,04	135,30	186,86	149,17
Le tabac manufacturé	29,03	31,80	32,37	38,99	25,09	36,18
Les produits textiles et accessoires	17,39	21,94	47,02	25,00	25,63	48,53
Les articles d'habillement	13,22	15,37	18,55	18,53	20,47	18,14
Les cuirs travaillés et chaussures	17,96	15,29	18,35	23,59	18,75	22,44
Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, etc.)	1,95	11,73	5,04	2,84	3,89	3,60
Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	8,36	8,96	10,42	10,98	10,31	11,21
Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux et.)	14,92	23,33	19,81	14,51	11,56	16,83
Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, etc.)	151,28	192,36	151,71	189,74	172,81	230,95
Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, etc.)	30,02	38,38	40,77	38,67	36,46	285,96
Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, etc.)	81,29	85,40	89,08	63,90	141,42	69,33
Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	35,36	35,28	57,71	68,10	63,80	49,85
Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, etc.)	63,62	68,26	64,97	64,42	48,82	52,63
Les matériels informatiques et bureautiques	9,20	18,46	11,18	18,31	10,77	7,96
Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	8,77	10,20	17,47	23,92	21,43	37,40
Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	14,07	18,34	20,02	22,81	17,02	25,67
Les produits divers	40,69	45,50	70,08	74,86	136,98	67,63
Total	2 105,57	2 253,96	2 139,05	2 384,58	2 191,75	4 429,44

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2009 à 2016

Rubrique	Année							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	<i>En millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>							
A. Compte courant	-403,46	-326,93	-1 161,37	-1 038,62	-1 160,95	-981,66	-1 020,19	-2 74,92
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	<i>10,42%</i>	<i>-7,26%</i>	<i>-24,93%</i>	<i>23,48%</i>	<i>-23,00%</i>	<i>-13,52%</i>	<i>-11,66%</i>	<i>-32,57%</i>
<i>Balance commerciale</i>	<i>-10,37</i>	<i>66,25</i>	<i>-672,85</i>	<i>-326,37</i>	<i>-252,79</i>	<i>-306,08</i>	<i>-410,61</i>	<i>-2015,09</i>
<i>Balance des services</i>	<i>-258,57</i>	<i>-333,12</i>	<i>-494,60</i>	<i>-722,72</i>	<i>-590,85</i>	<i>-481,19</i>	<i>-425,03</i>	<i>-655,86</i>
<i>Balance des revenus (Primaires)</i>	<i>-168,24</i>	<i>-77,11</i>	<i>-133,39</i>	<i>-121,98</i>	<i>-405,16</i>	<i>-212,22</i>	<i>-143,24</i>	<i>-154,81</i>
<i>Balance des revenus (Secondaires)</i>	<i>33,72</i>	<i>17,05</i>	<i>139,47</i>	<i>132,45</i>	<i>87,85</i>	<i>17,82</i>	<i>-41,31</i>	<i>80,84</i>
B. Compte de capital et compte financier	463,67	253,94	1831,70	842,60	888,51	655,41	771,35	2 493,59
<i>Dont:</i>								
<i>Opérations en capital</i>	<i>39,53</i>	<i>47,3</i>	<i>139,67</i>	<i>248,36</i>	<i>242,69</i>	<i>257,88</i>	<i>230,91</i>	<i>164,22</i>
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	<i>140,85</i>	<i>101,35</i>	<i>954,65</i>	<i>606,47</i>	<i>133,96</i>	<i>77,06</i>	<i>48,23</i>	<i>1 597,34</i>
<i>Investissements de portefeuilles</i>	<i>0</i>	<i>1,31</i>	<i>211,63</i>	<i>-3,08</i>	<i>0,00</i>	<i>16,44</i>	<i>54,68</i>	<i>1,15</i>
<i>Autres investissements</i>	<i>283,29</i>	<i>103,98</i>	<i>525,75</i>	<i>-6,23</i>	<i>511,86</i>	<i>341,72</i>	<i>186,92</i>	<i>939,05</i>
<i>Avoirs de réserve</i>	<i>-93,46</i>	<i>13,43</i>	<i>-642,95</i>	<i>-31,92</i>	<i>-50,60</i>	<i>-37,68</i>	<i>250,61</i>	<i>-208,17</i>
C. Erreurs et omissions nettes	-0,04	-0,02	5,75	1,29	0,88	34,02	-0,38	0,14
D. Solde global (A+B+C)	60,17	-73,01	676,08	-194,73	-271,56	-292,23	-249,22	-251,19

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2010 à 2016

Zone	Exportations FAB													
	2010	Part	2011	Part	2012	Part	2013	Part	2014	Part	2015	Part	2016	Part
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	61,05	4,15	102,44	7,15	161,80	8,39	61,61	3,27	489,52	24,02	380,86	21,66	123,03	1,64
Afrique Centrale	33,84	2,30	0,14	0,01	0,44	0,02	0,25	0,01	0,69	0,03	0,71	0,04	0,01	0,00
Pays de l'AELE	428,11	29,10	408,61	28,52	487,85	25,31	459,45	24,36	105,00	5,15	25,51	1,45	63,25	0,84
Union européenne	518,73	35,26	586,99	40,97	891,76	46,26	797,49	42,28	490,89	24,09	469,10	26,67	111,20	1,48
Pays Arabes	2,21	0,15	1,58	0,11	2,19	0,11	4,34	0,23	39,98	1,96	7,88	0,45	7,15	0,10
Maghreb	5,88	0,40	4,15	0,29	7,58	0,39	2,33	0,12	0,93	0,05	3,65	0,21	0,45	0,01
Europe de l'Est	296,44	20,15	208,32	14,54	84,56	4,39	63,32	3,36	42,10	2,07	48,21	2,74	9,55	0,13
Asie	91,36	6,21	37,11	2,59	63,69	3,30	92,77	4,92	304,35	14,93	522,22	29,70	6895,43	92,08
Continent Américain	4,41	0,30	3,44	0,24	29,30	1,52	109,60	5,81	156,92	7,70	124,46	7,08	12,76	0,17
Autres pays	29,13	1,98	79,95	5,58	198,41	10,29	295,10	15,64	407,76	20,01	175,99	10,01	265,73	3,55
Total	1471,16	100	1432,73	100	1927,58	100	1886,26	100	2038,15	100	1758,59	100	7488,56	100,00

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2010 à 2016

Zone	Importations FAB													
	2010	Part	2011	Part	2012	Part	2013	Part	2014	Part	2015	Part	2016	Part
	Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur		Valeur	
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	76,15	5,42	142,55	6,77	124,99	5,55	104,79	4,90	131,16	5,53	155,15	7,05	26,66	0,60
Afrique Centrale	7,73	0,55	1,05	0,05	1,52	0,07	0,43	0,02	0,24	0,01	1,22	0,06	0,03	0,00
Pays de l'AELE	10,54	0,75	4,21	0,20	12,33	0,55	14,15	0,66	10,22	0,43	15,75	0,72	1,49	0,03
Union européenne	720,02	51,25	1061,42	50,41	990,70	43,95	833,25	38,95	983,29	41,45	885,78	40,25	4100,32	92,57
Pays Arabes	11,24	0,80	15,79	0,75	19,19	0,85	30,09	1,41	43,95	1,85	67,56	3,07	12,06	0,27
Maghreb	18,54	1,32	45,69	2,17	89,85	3,99	93,19	4,36	81,82	3,45	38,30	1,74	7,03	0,16
Europe de l'Est	3,51	0,25	24,42	1,16	14,87	0,66	13,13	0,61	16,53	0,70	46,76	2,12	8,29	0,19
Asie	384,25	27,35	392,69	18,65	509,14	22,59	622,81	29,12	749,37	31,59	705,39	32,05	201,59	4,55
Continent Américain	91,73	6,53	140,65	6,68	370,23	16,43	126,42	5,91	90,66	3,82	97,94	4,45	21,28	0,48
Autres pays	81,20	5,78	277,09	13,16	121,13	5,37	300,80	14,06	265,17	11,18	186,94	8,49	50,70	1,14
Total	1404,91	100	2105,56	100	2253,95	100	2139,06	100	2372,42	100	2200,78	100	4429,44	100,00

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 16 : Classement par pays partenaires commerciaux de 2012 à 2016

Pays	2012		2013		2014		2015		2016	
	%	Rang								
Pays Bas	14,80%	2	15,84%	2	15,85%	1	8,85%	3	0,99%	5
France	16,22%	1	16,44%	1	5,09%	4	4,87%	5	0,60%	8
Belgique	6,31%	4	4,26%	6	4,14%	5	4,03%	6	1,15%	4
Italie	2,92%	7	0,64%		0,58%		0,74%		0,06%	
Chine	6,28%	5	8,64%	4	8,04%	3	23,71%	1	47,20%	1
Inde	3,76%	6	4,90%	5	10,85%	2	9,65%	2	0,74%	6
Vietnam	0,59%		1,32%	9	0,18%		0,37%		0,01%	
Mali	0,81%		0,59%		1,30%	10	1,05%	10	0,08%	
Sierra Leone	2,81%	8	0,54%		0,33%		0,46%		0,05%	
USA	2,25%	10	3,73%	7	3,27%	6	2,79%	7	0,18%	
Irlande	2,81%	9	1,73%	8	2,03%	8	1,90%	8	0,26%	9
Liban	0,15%		0,15%		0,15%		0,15%		0,15%	10
Ghana	0,12%		0,12%		0,12%		0,12%		1,20%	3
Suisse	11,68%	3	10,99%	3	2,57%	7	0,84%		0,62%	7
Ukraine	1,10%		1,25%	10	1,05%		1,06%	9	0,11%	
Thaïlande	0,24%		0,12%		1,52%	9	0,12%		0,09%	
Singapour	0,41%		0,52%		0,51%		6,87%	4	42,11%	2

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 17 : Evolution des parts des produits d'exportations FAB (en %) de 2010 à 2016

Produits	Années						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits agricoles	2,15	3,02	0,91	0,95	4,04	2,17	0,32
Produits de pêche	0,09	0,21	0,28	0,35	0,65	0,71	0,09
Produits des industries alimentaires	0,04	0,01	0,03	0,04	0,02	0,00	0,00
Produits forestiers	3,16	1,98	16,2	1,95	2,53	1,59	0,26
Produits miniers	55,75	68,18	74,48	77,86	79,19	84,12	98,98
Produits métallurgiques	0,18	0,38	0,14	0,11	0,09	0,04	0,05
Autres produits divers	38,63	26,22	7,96	18,74	13,48	11,38	0,31

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 18 : Evolution du solde du compte courant de 2010 à 2016

Rubrique	Année						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	<i>en millions de dollars US (sauf indication contraire)</i>						
Recettes	1 632,31	1 939,80	2 433,09	2 303,11	2 744,19	3 142,02	3 469,53
<i>Variations annuelles en %</i>	32,75	18,84	25,43	-5,34	19,15	14,50	10,42
Dépenses	1 959,24	3 101,17	3 471,71	3 464,06	3 932,84	4 162,22	6 214,46
<i>Variations annuelles en %</i>	19,97	58,28	11,95	-0,22	13,53	5,83	49,31
Solde courant	-326,93	-1 161,37	-1 038,62	-1 160,95	-1 188,65	-1 020,20	-2 744,92

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 19 : Evolution des exportations, des importations et de la balance commerciale de 2009 à 2016

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importations par les exportations (%)
2009	1 060,09	1 049,72	-10,37	99,02
2010	1 404,92	1 471,17	66,25	104,72
2011	2 105,57	1 432,72	-672,85	68,04
2012	2 253,96	1 927,59	-326,37	85,52
2013	2 139,05	1 886,05	-253,00	88,17
2014	2 372,42	2 066,34	-306,08	87,10
2015	2 191,75	1 781,15	-410,60	81,27
2016	4 429,44	2 414,35	-2 015,09	54,51

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 20 : Évolution de la balance des services de 2009 à 2016

Rubrique	Année							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
	<i>en millions US</i>							
Recettes	72,5	62,41	77,38	168,66	103,53	63,91	78,26	56,99
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-32,38	-13,92	23,99	117,96	-38,62	-38,27	22,44	-27,13
Dépenses	331,07	395,53	571,98	891,38	694,38	545,10	503,28	712,85
<i>Variations annuelles (en %)</i>	-25,49	19,47	44,61	55,84	-22,10	-21,50	-7,67	41,64
Solde	-258,57	-333,12	-494,6	-722,72	-590,85	-481,19	-425,02	-655,86

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 21: Évolution de la balance des services de transport de 2014 à 2016

Année 2014									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	0,38	0,38	0	10,6	0,02	10,62	-10,24
Fret	0	0	0	0	241,04	31,14	0	272,18	-272,18
Autres	0	0	0	0	0	0,04	0,21	0,25	-0,25
Total	0	0	0,38	0,38	241,04	41,78	0,23	283,05	-282,67
Année 2015									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	4,01	4,01	0	7,41	0,38	7,79	-3,78
Fret	0	0	0	0	212,82	29,02	0	241,84	-241,84
Autres	3,97	0	0	3,97	0	0,25	0	0,25	3,72
Total	3,97	0	4,01	7,98	212,82	36,68	0,38	249,88	-241,9
Année 2016									
Rubrique	Transport reçu (crédit)				Transport payé (débit)				Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Total	
Passagers	0	0	1,41	1,41	0	4,29	0,13	4,42	-3,01
Fret	0	0	0	0	428,34	59,02	0	487,36	-487,36
Autres	7,61	0	0	7,61	0	0,34	0	0,34	7,27
Total	7,61	0	1,41	9,02	428,34	63,65	0,13	492,12	-483,1

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 22 : Structure des autres services de 2014 à 2016

Autres services	Année 2014			Année 2015			Année 2016		
	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Service de Communication	23,68	11,15	12,53	4,54	4,25	0,29	0,41	4,26	-3,85
Services de Bâtiments et travaux publics	0	14,3	-14,3	0	29,37	-29,37	0	35,98	-35,98
Services d'Assurances	6,85	28,71	-21,86	2,49	25,69	-23,2	19,33	59,58	-40,25
Services financiers	9,54	16,35	-6,81	0,95	68,76	-67,81	1,27	47,6	-46,33
Services d'informatique	0	8,16	-8,16	0	5,89	-5,89	0	7,31	-7,31
Services d'information	0	0,7	-0,7	0	0,99	-0,99	0	0,47	-0,47
Autres services aux entreprises	6,77	161,87	-155,1	39,44	43,51	-4,07	11,65	48,96	-37,31
Services personnels, culturels et relatifs au loisir	0,04	0,03	0,01	0,09	0,05	0,04	0,1	0,08	0,02
Services fournis ou reçus par l'administration n.c.a.	0	0,54	-0,54	0	0,4	-0,4	0	0,48	-0,48
Total	46,88	241,81	-194,93	47,51	178,91	-131,40	32,76	204,72	-171,96

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 23 : Évolution du compte capital de 2014 à 2016

Compte capital	Année		
	2014	2015	2016
	<i>en millions USD</i>		
Crédit			
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	204,72	185,95	116,02
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	132,98	33,92	7,04
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	51,27	45,67	52,44
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	2,59	0,00	0,00
Total 1	258,58	231,61	168,46
Débit			
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	-0,71	-0,70	-4,23
Total 2	-0,71	-0,70	-4,23
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	257,88	230,91	164,23

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 24 : Évolution de la balance des revenus primaires de 2012 à 2016

Revenus Primaires	2012	2013	2014	2015	2016
	Revenus reçus (crédit)				
Rémunération des salariés	3,82	1,07	12,62	20,51	18,44
Revenus des Investissements	0,54	0,08	8,15	8,04	12,45
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	0,54	0,08	8,04	8,02	12,25
Dividendes et bénéfices reçus de l'étranger	0	0	0,00	0,00	0,00
Autres revenus primaires	27,18	2,57	0,72	6,91	3,21
Total 1	31,54	3,72	21,49	35,46	34,10
Revenus versés (débit)					
Rémunération des salariés	-44,97	-70,07	-35,85	-25,70	-33,86
Revenus des Investissements	-80,03	-85,09	-197,86	-129,27	-154,59
Intérêts, produits financiers sur la dette publique	-80,03	-85,09	-31,09	-23,52	-46,68
Dividendes et bénéfices versés à l'étranger	0	0	-166,77	-105,59	-107,38
Autres revenus primaires	-28,52	-253,64	0,00	-23,74	-0,45
Total 2	-153,52	-408,80	-233,71	-178,71	-188,90
Balance des revenus (Total1 + Total2)	-121,98	-405,08	-212,22	-143,25	-154,80

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 25 : Évolution de la balance des revenus secondaires 2012 à 2016

Revenus secondaires	2012	2013	2014	2015	2016
	Transferts reçus (crédit)				
Administrations publiques	242,38	230,38	67,20	33,49	18,33
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG Locales, etc.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts personnels et Autres transferts courants	62,92	79,3	2 019,46	1 213,66	945,77
Dont Transferts reçus des guinéens de l'étranger	62,92	79,3	1 910,65	1 103,59	912,05
Total 1	305,30	309,68	2 086,66	1 247,15	964,10
Transferts payés (débit)					
Administrations publiques	-126,92	-152,15	-25,20	-57,33	-34,45
Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG Locales, etc.	-126,92	-152,15	-24,06	-21,13	-33,55
Transferts personnels et Autres transferts courants	-44,7	-68,58	-2 043,64	-1231,13	-848,80
Dont Transferts emis des guinéens de l'étranger	-44,7	-68,58	-2 043,64	-1231,13	-848,80
Ajustement pour variation des droits à pension	-1,23	-1,1	0,00	0,00	0,00
Total 2	-172,85	-221,83	-2 068,84	-1 288,46	-883,25
Balance des transferts courants (Total 1 + Total 2)	132,45	87,85	17,82	-41,31	80,85

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 26 : Évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2012 à 2016

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2012	2013	2014	2015	2016
A	Secteur minier	570,61	117,61	17,58	32,53	1654,94
	<i>dont</i>					
	1. CBG	48,80	0,00	0,00	0,00	62,85
	2. SEMAFO	1,12	94,69	0,00	0,00	0,00
	3. SAG	23,00	0,00	0,00	5,79	38,41
	4. RIO TINTO	154,37	6,058	3,39	0,00	93,98
	5. SMD	20,00	1,14	0,00	9,36	46,07
	6. SMFG	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	7. ALLIANCE MINING CORPORATION	10,00	0,00	9,00	16,34	1413,14
	8. BELZONE	12,41	7,51	1,52	1,04	0,49
	9. VALE-GUINEA	0,91	8,22	3,67	0,00	0,00
B	Autres secteurs	35,86	16,35	43,78	31,51	13,90
	<i>dont</i>					
	1. TELECOMMUNICATIONS:	0,93	0,00	0,00	0,00	0,00
	2. BANQUES:	0,00	0,00	0,00	23,29	4,98
	3. ASSURANCE:	0,00	0,00	0,00	0,04	6,85
	4. INDUSTRIES:	34,84	16,35	43,78	8,18	2,07
	TOTAL DES FLUX D'IDE (A+B)	606,47	133,96	61,36	64,04	1668,84

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 27 : Évolution du flux net des autres investissements de 2012 à 2016

Autres investissements	Année				
	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs					
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	-48,75	-93,17	-100,05	29,74	-80,07
Variation des avoirs extérieurs des banques	-71,75	-6,77	74,94	39,77	-587,96
Variation des autres avoirs extérieurs de la Banque Centrale (Or non monétaire, argent en dépôt, VEE, Credoc, prises de participation, etc.)	22,13	1,24	2,75	-423,4	54,31
Total 1	-98,37	-98,7	-22,36	-353,88	-613,72
Engagements					
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	162,91	808,41	-65,91	-125,52	1331,75
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	312,81	-107,69	160,89	238,24	148,25
Remboursements de l'administration publique	-89,27	134,42	137,851	-0,38	0,00
Emprunts et remboursement auprès des banques	0,08	-13,11	-0,10	-8,50	4,96
Variation des engagements extérieurs des banques	-78,65	-9,18	76,76	-16,92	11,67
Autres	-215,74	-55,85	54,58	45,54	56,14
Total 2	92,14	757	364,08	132,46	1552,77
Net (Total 1 + Total 2)	-6,23	658,3	341,72	-221,43	939,05

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 28 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	DIALLO	Amadou Tidiane Koula	63/62216552	ETS.D.A.T.K	01/RBCH/29 Oct/15	Koulewondy	Kaloum
2	DRAME	Hadia Fatoumata	64231675	B.C.H.F.D	02/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
3	KONATE	Seydou	65341010	Ets.K F EXCHANGE	03/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
4	BAH	Ibrahima	63400380	ETS BI MI CHANGE	04/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
5	DIABY	Yousseuf	622038629	B.C.Y.D	05/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
6	KOITA	Sékou Fantamady	64228349	SEFAKO	06/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
7	DIALLO	Mamadou Tanou	664291818	Ets.M.T.D	07/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
8	DIAKITE	Alpha Mahamoudou	64233183	B.C.A.M.D	08/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
9	CISSE	Elhadj Yacouba	63160322/62446162	Ets.YA CIF	09/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
10	BALDE	Abdoulaye	64280799	B.C.A.B&F	10/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
11	BAH	Ibrahima Sory	628136726	ETS.NDIRE Exchange	11/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
12	KEITA	Adama	68333330	ETS-A.K&F	12/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
13	CONDE	Karifa	63413661	ETS-KC Exchange	13/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
14	DIALLO	Ibrahima Sory	620202019	B.C.I.S.D	14/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
15	BARRY	Thierno Ibrahima	620878111	TRS	004/RBCH/Avril/16	Belle-vue	Dixinn
16	TOURE	Mamadou Diouldé	664 547 112/622 907 945	Ets.T.M D	17/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
17	BARRY	Zainoul Abidin	621 364 040/664 213012	B.C.B.Z.A	18/RBCH/24 Nov/15	Manquepas	Kaloum
18	BAH	Thierno Mouctar	628 005 050/664 324 221	B.C.T.M.&F	19/RBCH/24 Nov/15	Madina	Matam
19	DIALLO	Mamadou Saliou	664 276 306	B.C.D.M.S&F	20/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
20	BARRY	Souleymane	631 862 235/622 080 196	S G F SARL	21/RBCH/24 Nov/15	C.C. Koumy/boussoura	Matam
21	BAH	Abdoulaye	631 400 381	ETS.BAF	025/RBCH/Aout/11	Madina	Matam
22	DIALLO	Mamoudou	664 526 079	KIDSSARL	010/RBCH/Mai/11	Madina	Matam
23	CISSE	El H.Alpha Mamadou	622 090 907/ 664 241 829	B.C.E.A.M.C	22/RBCH/déc/15	Almamvah	Kaloum
24	BAH	El Hadj Habib	664 214 693	B.C EHHB	018/RBCH/Mai/11	Almamvah	Kaloum
25	CHERIF	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	044/RBCH/Mars/12	Belle-vue	Dixinn
26	SOUMAH	Ibrahima Sory Cra K	655 396 104	SALLY CHANGES	047/RBCH/Mars/12	Almamyah	Kaloum
27	BARRY	Boubacar	631 747 491	BARRY CHANGE SARL	050/RBCH/Nov/13	Almamyah	Kaloum
28	BARRY	Khadija	622 998 866/666 666 611	SALIMA MONEY SARLU	001/RBCH/Mars/14	Boulbinet	Kaloum
29	TAHER	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	002/RBCH/Mai/14	Boussoura	Matam
30	BATHILY	Barkatou	622 939 941/816 204	Cash Point Service Guinee	003/RBCH/Aout/14	Kipé/C Emet.	Ratoma
31	SOUFANE	Raoul Junior	655 042 269/628 524 578	Entreprise Guinéenne de Change	001/RBCH/Mai/15	Manquepas	Kaloum
32	BAH	Mamadou Yaya	622 240 206	Ets. B.M.Y.EXCHANGE	002/RBCH/Mai/15	Almamyah	Kaloum
33	DIALLO	Mamadou Oury	622 /664/ 283 488	Ets.D M O EXCHANGE	003/RBCH/Juil/15	Almamyah	Kaloum
34	DJIGUINE	Aly	624 967 981	SOFINEG EXCHANGE	004/RBCH/Sept /15	Manquepas	Kaloum

35	BARRY	Mamadou Lamarana	622 070 770/664 204 103	Ets. B.M.L & F	005/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
36	BARRY	Mamadou Lamarana	628 209 920/664 582 957	B.C.B.M.L & F	006/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
37	CAMARA	Ibrahima	622 003 515	Ets. I.C & F	007/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
38	BARRY	Aboubacar	623 125 252	ETS.BCBA	008/RBCH/Nov./15	Almamyah	Kaloum
39	MOHAMED	Souleymane	666 700 800	Ets. M.E.S	009/RBCH/Nov./15	Manquépas	Kaloum
40	DRAME	Fodé	624 150 999	Ets.D.F.F	10/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
41	CAMARA	Ibrahima Sory	664 286 612/655 286 612	Ets. BOURE	11/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
42	CAMARA	Ibrahima	622 474 397	Ets. I.C & F	12/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
43	DIALLO	Thierno Nouhou	622 239 750/664 239 750	Ets. B.C.D.T.N	13/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
44	BAH	Mamadou Kadialiou	664 251 030/628 595 454	B.C.M.K.B	14/RBCH/Dec/15	Almamyah	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 29: liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Lounceny	631 353 874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	664 311 946	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	628 989 900	Cash Minute Sarl	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	622 900 416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	664 390 281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	664 236 485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	622 010 154/657 551 516	WELY-WELY transfert	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	664 216 291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	664 323 222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	664 503 468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Lounceny	622 305 035	MICRO-BIT -SARL	011/RET/11	Almamyah	Matam
12	CONDE	EL Hadj Mamoudou	664 442 405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	622 223 159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	657 190 804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	622 602 693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	AlyMariame	631 406 658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	622028066/631 753 046	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	622 596 716	COST REDUCT ANALYST - Guinee	019/RET/11	Constantin	Kaloum
19	BARRY	Thierno Bella	664 368 263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664 350 822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017BIS/RET/13	Kankan	C,U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628 919 495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSNES	023/RET/13	Madina	Matam
23	BAH	Mamadou Aliou	664 332 439	Royal transfert	001/RET/16	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628 262 650	B.T.A.C.I.F	025/RET/14	Mdina	Matam
25	KABA	Sidiki	664 57 44 55	MORIJA TRANSFERT	001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn
26	KOUROUMA	Mory	622 354 526	Gallio sa	001/RET/15	Ratoma Centre	Ratoma
27	BERETE	Sidiki	622 050 019/664 404 218	Mathyla Sarl	002/RET/15	Madina Mosquée	Matam
28	BAH	Younoussa	628 295 529	BNB Transfert SARL	003/RET/15	Madina Ecole	Matam
29	BAH	Alpha	624 282 703/656 701 159	G.U.B.Transfert SARL	004/RET/15	Koulewondy	Kaloum
30	SOW	Ibrahima	622 481 010/622 484 791	CASH MOOV Sarl	005/RET/15	Madina	Matam
31	CISSE	Hawa Deen Yansané	628 488 475/ 669 213 122	FINAEXPRESS sarl	006/RET/15	Madina	Dixinn
32	DIALLO	Mariama Teliwel	628 022 506	Easy Transfert Guinée Sarl	002/RET/16	Kipé	Ratoma
33	KABA	Mama Larissa Otolá	655 62 46 25	ETS.LARISSA ET SARAN NEGOCES sarl	003/RET/16	Sandervalia	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 30 : Évolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2004 – 2016

EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

Nombre d'institutions							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	19	20	25	27	31	32	33
Banques commerciales	11	12	12	14	14	15	16
Crédits mutuels et coopératives financières	6	6	8	8	10	11	11
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	2	2	5	5	7	6	6
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières²	12	12	13	13	13	13	13
Autres intermédiaires financiers (AIF) ³	5	5	4	4	4	3	3
<i>dont : IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	5	5	4	4	4	3	3
Sociétés d'assurances	7	7	9	9	9	10	10
Nombre d'agences, en dehors du siège							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	226	477	506	549	402	420	523
Banques commerciales	70	80	92	97	139	160	172
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	27	32	40	66	89	103	107
Crédits mutuels et coopératives financières	23	25	26	51	54	51	131
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	20	22	23	29	34	27	74
IMF acceptant des dépôts	133	372	388	401	209	209	220
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	7	19	26	29	119	112	122
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	20	20	21	54	46	7	7
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	20	20	21	54	46	7	7
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	5	5	6	6	6	3	3
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de guichets automatiques							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dans l'ensemble du pays	42	57	71	89	114	144	160
<i>dont : dans les 3 plus grandes villes</i>	23	33	38	58	70	103	107

Source : BCRG/DGES/DSBP

UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

Nombre de déposants

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	365 015	415 095	484 140	534 417	627 520	648 075	698 514
Banques commerciales	274 511	314 439	372 906	399 164	459 310	451 526	460 657
<i>dont : déposants PME⁴</i>	19 200	20 372	23 229	27 876	37 930	31 919	43 808
<i>dépôts ménages</i>	155 379	181 725	212 507	352 313	367 790	356 833	383 388
Crédits mutuels et coopératives financières	59 446	61 537	63 889	75 963	87 611	107 247	134 557
<i>dont : déposants PME</i>	156	324	319	7 033	5 637	3 965	10 746
<i>dépôts ménages</i>	59 290	61 207	63 494	68 930	81 974	103 282	123 811
<i>IMF acceptant des dépôts</i>	31 058	39 119	47 345	59 290	80 599	89 302	103 300
<i>dont : déposants PME</i>	15	35	268	4 336	5 602	7 086	7 987
<i>dépôts ménages</i>	31 043	39 084	47 077	54 954	74 997	82 215	95 313
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : déposants PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	66 715	71 211	88 230	98 687	108 568	106 633	127 422
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>							
<i>clients ménages</i>							
<i>IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : clients PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>clients ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres AIF</i>	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	66 715	71 211	88 230	98 687	108 568	106 633	127 422
<i>dont : titulaires de polices d'assurance-vie</i>	16 817	18 093	29 027	41 543	54 488	33 786	41 575
<i>titulaires de polices d'assurance no</i>	49 898	53 118	59 203	57 144	54 080	72 847	85 847

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de dépôt

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	402 811	453 254	525 973	580 991	715 047	760 720	815 144
Banques commerciales	308 075	348 804	408 844	443 562	546 690	555 082	564 539
<i>dont : comptes PME</i>	20 179	21 892	24 079	31 641	47 117	40 557	52 925
<i>comptes ménages</i>	167 297	194 670	226 621	386 573	443 344	443 578	461 736
Crédits mutuels et coopératives financières	60 098	61 598	64 095	75 963	87 758	108 462	138 668
<i>dont : comptes PME</i>	201	385	395	7 033	5 643	3 968	10 748
<i>comptes ménages</i>	59 897	61 213	63 700	68 930	82 115	104 494	127 920
IMF acceptant des dépôts	34 638	42 852	53 034	61 466	80 599	97 176	111 937
<i>dont : comptes PME</i>	20	41	403	4 430	5 602	7 732	9 296
<i>comptes ménages</i>	34 618	42 811	52 631	57 036	74 997	89 450	102 641
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	80 353	89 382	105 480	104 391	113 820	123 619	146 356
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>							
<i>comptes ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : comptes PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>comptes ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	80 353	89 382	105 480	104 391	113 820	123 619	146 356
<i>dont : polices d'assurance-vie</i>	19 976	19 868	31 525	40 672	54 611	37 323	44 917
<i>Police d'assurance non-vie</i>	60 377	69 514	73 955	63 719	59 209	86 296	101 439

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre d'emprunteurs

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	136 804	172 865	203 235	352 863	374 877	381 785	432 072
Banques commerciales	32 108	41 502	54 066	89 734	70 257	104 013	96 915
<i>dont : emprunteurs PME</i>	963	1 086	1 460	4 061	2 151	3 207	3 820
<i>emprunteurs ménages</i>	5 972	9 753	12 706	83 960	67 039	100 395	92 534
Crédits mutuels et coopératives financières	4 233	7 814	18 346	8 374	10 215	13 133	35 525
<i>dont : emprunteurs PME</i>	236	366	358	545	657	1 950	4 923
<i>emprunteurs ménages</i>	3 997	7 448	17 988	7 829	9 558	11 183	30 602
IMF acceptant des dépôts	100 463	123 549	130 823	254 755	294 405	264 639	299 632
<i>dont : emprunteurs PME</i>	10	567	762	34 635	43 330	39 625	45 165
<i>emprunteurs ménages</i>	100 453	122 882	129 626	220 120	251 075	225 014	254 467
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	114	113	99	2 985	2 235	2 244	2 253
<i>dont : emprunteurs PME</i>							
<i>emprunteurs ménages</i>							
<i>IMF n'acceptant pas de dépôts</i>	114	113	99	2 985	2 235	2 244	2 253
<i>dont : emprunteurs PME</i>	76	79	80	2 805	2 235	2 244	2 253
<i>emprunteurs ménages</i>	38	34	19	180	0	0	0
<i>Autres AIF</i>	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de prêts

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	152 987	206 470	241 165	407 945	411 398	436 100	453 310
Banques commerciales	47 835	69 231	86 935	115 009	98 900	127 378	144 588
<i>dont : emprunteurs PME</i>	1 276	1 496	2 122	4 365	2 435	3 855	4 620
<i>emprunteurs ménages</i>	9 376	16 442	30 948	108 427	95 099	117 616	139 395
Crédits mutuels et coopératives financières	4 689	12 615	21 481	8 374	10 215	10 744	10 744
<i>dont : emprunteurs PME</i>	692	5 167	3 493	545	657	737	737
<i>emprunteurs ménages</i>	3 997	7 448	17 988	7 829	9 558	10 007	10 007
IMF acceptant des dépôts	100 463	124 624	132 749	284 562	302 283	297 978	297 978
<i>dont : emprunteurs PME</i>	10	667	1 197	35 224	43 330	39 371	39 371
<i>emprunteurs ménages</i>	100 453	123 957	131 552	249 338	258 953	258 607	258 607
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : emprunteurs PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>emprunteurs ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	114	113	99	2 985	2 235	2 244	2 253
<i>dont : emprunteurs PME</i>							
<i>emprunteurs ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	114	113	99	2 985	2 235	2 244	2 253
<i>dont : emprunteurs PME</i>	76	79	80	2 805	2 235	2 244	2 253
<i>emprunteurs ménages</i>	38	34	19	180	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des dépôts

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	3 169 177	4 782 595	4 970 576	8 651 490	10 154 490	11 505 179	12 541 782
Banques commerciales	3 111 294	4 703 853	4 852 129	8 517 093	9 985 370	11 280 724	12 244 628
<i>dont : dépôts PME</i>	817 378	992 791	1 108 082	2 644 258	1 216 849	4 136 190	4 002 046
<i>dépôts ménages</i>	1 343 722	1 555 814	1 925 197	3 538 214	4 963 911	5 660 827	6 075 630
Crédits mutuels et coopératives financières	18 468	25 189	35 882	34 607	63 917	53 987	97 496
<i>dont : dépôts PME</i>	119	160	837	244	10 646	13 065	34 171
<i>dépôts ménages</i>	18 349	25 028	35 045	34 363	53 271	40 922	63 325
IMF acceptant des dépôts	39 415	53 553	82 565	99 790	105 203	170 468	199 658
<i>dont : dépôts PME</i>	383	511	1 166	1 265	9 092	38 668	52 221
<i>dépôts ménages</i>	39 032	53 042	81 398	98 525	96 111	131 800	147 437
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : dépôts PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>dépôts ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	44 254	54 494	71 396	98 509	105 265	111 457	136 773
Autres intermédiaires financiers	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>							
<i>fonds des ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : fonds des PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>fonds des ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	44 254	54 494	71 396	98 509	105 265	111 457	136 773
<i>dont : réserves tech. d'assurance-vie</i>	18 961	33 643	41 186	32 317	39 550	58 910	78 287
<i>réserves tech. d'assurance non-vie</i>	25 293	20 851	30 210	66 192	65 715	52 546	58 486

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des prêts

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autres institutions de dépôts	743 524	1 475 684	1 896 472	3 790 062	5 879 721	6 444 736	6 781 302
Banques commerciales	688 243	1 358 162	1 755 331	3 642 778	5 740 121	6 281 463	6 507 644
<i>dont : prêts aux PME</i>	208 990	268 129	440 384	920 217	512 944	3 085 532	3 599 075
<i>prêts aux ménages</i>	234 307	333 788	437 779	1 005 770	1 565 815	1 756 182	2 133 082
Crédits mutuels et coopératives financières	9 067	22 435	27 843	27 638	42 277	33 294	99 080
<i>dont : prêts aux PME</i>	333	883	725	631	22 840	13 806	31 896
<i>prêts aux ménages</i>	8 734	21 552	27 118	27 007	19 437	19 489	67 184
IMF acceptant des dépôts	46 214	95 087	113 298	119 646	97 323	129 979	174 578
<i>dont : prêts aux PME</i>	426	18 391	8 993	4 950	8 811	36 770	20 161
<i>prêts aux ménages</i>	45 788	76 696	104 305	114 696	85 511	93 209	154 417
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
<i>dont : prêts aux PME</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>prêts aux ménages</i>	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	930	836	5 076	9 601	9 654	10 699	11 769
<i>dont : prêts aux PME</i>							
<i>prêts aux ménages</i>							
IMF n'acceptant pas de dépôts	930	836	5 076	9 601	9 654	10 699	11 769
<i>dont : prêts aux PME</i>	509	621	3 970	8 996	9 654	10 699	11 769
<i>prêts aux ménages</i>	421	215	1 106	605	0	0	0
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Banques mobiles

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de bancaires mobiles enregistrés			50 000	172 736	613 047	983 834	1 674 475
Nombre de bancaires mobiles actifs			100	7 000	35 365	190 157	662 855
Nombre de points de vente enregistrés						4 206	13 146
Nombre de points actifs agents actifs						2 298	7 883
Valeur des transactions bancaires mobiles (année de réf.)			...	5 940	104 041	842 331	6 414 341
Nombre de transactions bancaires mobiles (année de réf.)			...	125 279	1 282 378	6 685 860	44 386 612
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles			...	350	4 580	33 153	137 204

Source : BCRG/DGES/DSBP